Numéro 50
Novembre 2015
Publication
«CCIA-BML»
www.ccib.org.lb

ECONEWS
The Chambers' Newsletter

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

ÉDITO
Guerre et paix

Mohamed Choucair

La guerre et la paix sont deux phénomènes parfaitement homogènes dans leur finalité. Durant la paix les hommes cultivent leurs champs, bâtissent leurs maisons, éduquent leurs enfants, construisent des villes et des usines ; en un mot se préparent un meilleur avenir.

Mais s'ils n'arrivent plus à planter, ni à construire, s'ils n'arrivent plus à envoyer leurs enfants à l'école, à les habiller et à les nourrir, que font ils? Ils supportent, s'ils voient une issue à leur souffrance, ils se révoltent, s'ils sont acculés au désespoir.

Si l'on ne peut rêver d'un meilleur avenir dans la paix, cet avenir on va le prendre à son voisin par la guerre, sacrifice ultime pour que vivent les générations futures. C'est bien ça l'histoire de l'humanité? Il est important de savoir si l'on est en voie de paix ou de guerre.

On ne se rend pas bien compte car cette alternance géopolitique tire son origine de nos sociétés, de nos communautés, de nous-mêmes. Ce sont nos intérêts et nos volontés qui font que l'on est en phase de paix ou en guerre, mais l'on est tout le temps sous tension.

L'entrée en phase des volontés détermine le mouvement à ses débuts, durant son évolution, son plein essor, jusqu'à l'éclatement de la digue qui retenait les flots. Les médias sont généralement les plus aptes à saisir ce mouvement. L'homme est scientifique dans un domaine et empirique dans tous les autres. L'information est leur profession.

Ce que les médias nous servent aujourd'hui, ce ne sont pas de simples évènements, c'est l'entrée en phase progressive des événements qui débordent le seuil de tolérance; c'est la sonnette d'alarme. Oui, l'audiovisuel est enclin aux catastrophes, mais c'est un fait que nous accaparons le devant de la scène.

Un supermarché à Tripoli a eu l'initiative de distribuer gratuitement du pain à ceux qui ne peuvent se le payer. Les quantités s'avèrent insuffisantes! Les voisins sont venus à la rescousse ajouter leur obole. «Heureusement qu'il y a le pauvre pour le pauvre».

Lors de la conférence sur l'évolution de l'indice au détail, proposée bien entendu pour comprendre pourquoi et combien le marché de détail est affecté, nous avons appris combien de magasins ont fermé dans chaque quartier. Les statistiques donnent d'habitudes ceux qui ont ouvert.

Les jeunes ont longtemps souffert et continuent de pâtir de l'absence d'emploi et se résolvent à l'émigration. La situation est d'autant plus grave que les entreprises qui débraient une classe active et compétente est mise à pied sans moyens de vivre et sans possibilité de s'expatrier. D'où cette malheureuse première des Libanais qui ont échoué en Grèce par les soins des passeurs et qui ne trouvent pas de tentes pour les abriter.

Lorsque nous donnons les statistiques des chèques retournés, ou du recul dans la livraison de ciment, ou d'autres indices révélateurs de l'activité économique, nous déplorons la montée des tensions et nous craignons l'effet de non retour. Nous constatons des revers qui nous étaient totalement inconnus par le passé.

L'économie est une chaine dont tous les éléments sont reliés. Les magasins qui ferment annoncent que d'autres précèdent, et les impayés prédisent une détérioration grave de la solvabilité. Cette chaine, qu'on le veuille ou pas, repose sur le politique; on attend de ceux qui assument le pouvoir le dénouement de cette crise létale.

Que faire dans ces circonstances:

- Déclarer la corruption hors-la-loi. S'entendre au moins sur une chose: mettre au ban de la société ceux qui se rendent coupables d'un délit de corruption, qu'ils soient corrompus ou corrupteurs;
- Démarrer les projets économiques (exploitation du pétrole et du gaz) et/ou sociaux (l'assurance maladie pour les retraités en souffrance qui n'attendent que le vote du gouvernement) ou du parlement;
- Réviser la loi électorale pour permettre au citoyen de s'exprimer et de se reconnaître dans ses élus. Nous n'aurons rien fait si la grande majorité des citoyens n'y adhère;
- Élire un président de la République.

INDEX

Le musée Nicolas Ibrahim Sursock fait peau neuve

Le Liban n'a pas d'or noir que dans ses eaux profondes!

Hermel: Innocence of Beauty

Lebanese Foreign Trade Progress in the last 5 years

EN FRANÇAIS

P02. Actu du mois

P03. Le musée Nicolas Ibrahim Sursock fait peau neuve

P04. La Chine à la conquête de la «nouvelle route maritime de la soie»

P06. La LFA et la Chambre de commerce de Beyrouth lancent un nouvel indice des ventes de détail

P07. Maya de Freige à la tête de la FLC travaille sans relâche pour l'essor du cinéma libanais

P08. L'avenir de la finance internationale au coeur des débats d'une conférence à l'USJ

P09. Croissance et économie numérique aux USA selon Robert Gordon

P10. Le Liban n'a pas d'or noir que dans ses eaux profondes!

IN ENGLISH

P11. Solar Energy Lighting with the Chamber of Tripoli and North Lebanon

P12. Good Hygiene Practices at the Chamber of Saida and South Lebanon (CCIAS)

P12. A regional workshop to support municipalities at Saida Chamber

P13. A Review of the Lebanese Citrus Sector and Its Market

P14. Resilience Development Forum to support threatened countries

P14. Lebanese Artisans growing up...

P15. Hermel: Innocence of Beauty

P16. Focus on Souk Akkar

P17. Exports to Iraq, a collateral damage of the Syrian conflict and the rise of ISIS

P 18. Lebanese Foreign Trade Progress in the last 5 years

P18. The China-Arab Business Mediation Center

P19. Trade between Lebanon and ASEAN Countries

P19. Lebanon in figures

P20. Exhibitions, Conferences & Business Opportunities

Les articles de cette publication expriment l'avis de leurs auteurs; ils sont publiés dans leur langue originale, et n'expriment pas nécessairement l'avis d'ECONEWS.
The views expressed in this publication are those of the authors; they are published in their original language, and do not necessarily reflect the opinion of ECONEWS.

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

ACTU DU MOIS

Une délégation d'agents de voyage chinois en visite au Liban

Le Liban et ses principaux acteurs touristiques et économiques, avec à leur tête le ministre du Tourisme, Michel Pharaon, ont accueilli pour une semaine des représentants d'une quinzaine d'agences de voyages parmi les plus importantes en Chine. Échanges commerciaux et touristiques étaient au menu des discussions entre les deux bords, notamment lors d'une conférence de presse conjointe entre le ministre du Tourisme, Michel Pharaon, et l'ambassadeur de Chine au Liban, Jiang Jiang, qui avait annoncé le lancement de cette visite dite de «familiarisation» (Fam Tour) de plusieurs tour-opérateurs chinois. À noter que ce voyage a été organisé par le groupe Fransabank avec le soutien des autorités libanaises et chinoises. Cette initiative privée-public ambitionne notamment d'attirer une partie des 120 millions de touristes chinois en 2014 vers le Liban. Ce renforcement de la coopération économique entre la Chine et le Liban à travers le vecteur du tourisme s'inscrit dans la continuité du projet de revitalisation de la route de la soie dont le gouvernement chinois fait la promotion actuellement.

Inauguration au Biel de l'Association des expositions et des conférences au Liban

L'association des expositions et des conférences au Liban a inauguré, le 13 octobre dernier, ses bureaux au Biel. Un événement parrainé par les ministres du Tourisme et de l'Économie et du Commerce, Michel Pharaon et Alain Hakim. Ce dernier a indiqué que «l'inauguration des bureaux de l'association des expositions et des conférences démontre la constance de l'économie nationale et illustre également le dynamisme de la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban ainsi que son optimisme quant à l'avenir du pays». Pour sa part, Michel Pharaon a souligné que «le tourisme des expositions et des conférences revêt une importance spéciale. Il est lié au tourisme des affaires et au cycle économique. Le Liban est capable d'avoir ce rôle. Il peut constituer un centre pour les expositions et les conférences dans la région ainsi qu'un lien économique entre l'Orient et l'Occident». L'association est notamment formée de son président, Elie Rizk, de ses vice-présidents, Mahmoud Joueidy et Joumana Dammous Salamé, et de son secrétaire général, Maroun Balaa.

Renforcer la diplomatie économique avec la Belgique

Autre visite clé, celle d'une mission économique belge qui s'est rendue au Liban pour deux jours, les 8 et 9 octobre derniers. C'était une occasion pour le ministre libanais de l'Économie et du Commerce Alain Hakim et les organismes économiques d'intensifier les relations commerciales avec la Belgique. Menée par la secrétaire d'État à la Région bruxelloise en charge du Commerce extérieur, Cécile Jodogne, la délégation d'une quinzaine d'entreprises belges a notamment rendu visite au président de la CCIA-BML, Mohamed Choucair. Alors que les ventes européennes vers le Liban ont baissé depuis 2013, la Belgique gagne des parts de marché. «Les importations en provenance de Belgique ont atteint 604 millions de dollars en 2014, contre 305 millions en 2013, ce qui en fait le 9e partenaire commercial du Liban», selon les Douanes libanaises.

Sécurité alimentaire: 100 institutions récompensées à la Chambre de Beyrouth

La campagne de sécurité alimentaire menée depuis des mois déjà par le ministre de la Santé Waël Abou Faour porte ses fruits. Après avoir suivi des formations délivrées par le Centre libanais pour la sécurité alimentaire et initiées par la Fédération des chambres de commerce libanaises, près de 100 institutions du secteur alimentaire et de la restauration viennent d'être récompensées. C'était lors d'une cérémonie tenue à la Chambre de Beyrouth et du Mont-Liban, en présence du ministre de la Santé Waël Abou Faour et de Mohamed Choucair, que des certificats de formation alimentaire et sanitaire ont été délivrés. Organisé le 29 septembre dernier, ce rendez-vous s'est notamment tenu en présence du président du Syndicat des restaurateurs, café et boites de nuits, Tony Rami, du président de la LFA, Charles Arbid et d'autres personnalités du secteur.

CMA CGM renforce sa desserte du Maroc pour les agrumes et primeurs

L'armateur marseillais CMA CGM déploie cinq nouveaux services pour renforcer sa desserte du Maroc en direction du Moyen-Orient, de l'Afrique, de la Russie et de l'Amérique du Nord. Ces lignes permettront d'accompagner la saison d'exportation des agrumes (oranges, clémentines, etc.) et primeurs (tomates, courgettes, poivrons, etc.) marocains dans ces régions. Les cinq liaisons lancées proposeront quatorze départs hebdomadaires depuis le Maroc. Implanté au Maroc depuis 2002, CMA CGM y emploie 1 200 personnes et 17 lignes font escale dans ce pays.

À Sao Paulo, le métro classé «secret défense»

Le métro de Sao Paulo n'est pas un métro comme les autres. C'est un sujet classé «secret défense». À en croire l'État de Sao Paulo, les éléments relatifs à la construction des lignes souterraines, dont le retard exaspère les 20 millions de Paulistes (agglomération), n'est pas à mettre entre toutes les mains. Le 6 octobre dernier, le quotidien La Folha de S. Paulo a découvert que l'administration du gouverneur Geraldo Alckmin, membre du Parti de la social-démocratie brésilienne, avait, en 2014, classé «top secret» des centaines de documents relatifs au transport public de la mégalopole et de ses environs. Parmi eux, des études de faisabilité, des descriptions de projets et même des vidéos du projet culturel «Arte no Metro» (art dans le métro). Étonnant. Le tampon «ultra secret» interdit la consultation des documents par le public pendant une durée de vingt-cinq ans.

Des Chinois «modernes» vieux de plus 80 000 ans

Ce sont 47 dents qui ne dépareraient pas dans le cabinet d'un dentiste d'aujourd'hui. Elles ont pourtant plus de 80 000 ans – et peut-être même jusqu'à 120 000 ans – et proviennent d'une grotte du sud de la Chine. Leur découverte, décrite dans la revue *Nature*, prend à rebours certains scénarios concernant l'histoire des premières migrations d'Homo sapiens. On considère généralement que l'homme moderne, apparu en Afrique de l'Est il y a environ 180 000 ans, a effectué plusieurs excursions hors de son berceau avant de finir par conquérir le monde pour de bon.

PUBLICITÉ

Information Tarifs

Surface Pub	Dimension	Prix
Page pleine	25cm L x 33cm H	$ 1,000
Demi-page	12cm L x 33cm H	$ 600
Quart de page	12cm L x 16cm H	$ 400
Manchette bas de page	25cm L x 6cm H	$ 250

Diffusion: 5,000 par courrier - 17,000 par email
website: ccib.org.lb
Réserver l'espace au début du mois; Remettre le cliché avant le 20 du mois.
Les annonceurs ont droit de recevoir 25 exemplaires d'ECONEWS

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Le musée Nicolas Ibrahim Sursock fait peau neuve

Marilyne Jallad

Après sept ans de fermeture au public, le Musée Nicolas Ibrahim Sursock a rouvert ses portes aux artistes et au public libanais et étranger, suite à d'importants travaux de rénovation, d'extension et d'aménagement muséographique, exécutés par l'architecte français, Jean-Michel Wilmotte et son associé libanais, Jacques Aboukhaled. D'une grande élégance et dans le respect de la tradition, le musée, érigé en 1912, puis légué par son mécène Nicolas Sursock à la ville de Beyrouth, permet ainsi à la capitale de retrouver sa superbe artistique et culturelle, inscrivant désormais ce lieu parmi les plus beaux musées du monde.

Le musée Sursock de nuit. Copyright © 2015 Joe Kesrouani.

«Je tiens à ce qu'il existe à Beyrouth, capitale de la République libanaise, des musées et des salles d'expositions ouverts à tous, où seront conservés et présentés chefs d'œuvres et antiquités». Ce sont par ces mots rédigés en arabe dans son testament, scellé le 19 janvier 1952, que Nicolas Sursock a immortalisé, noir sur blanc, son souhait de transformer sa demeure en musée.

Tournée avec l'architecte Jacques Aboukhaled. Copyright© 2015 Sursock Museum

FIDÈLE À LA MÉMOIRE DE NICOLAS SURSOCK

C'est ainsi que le philanthrope, le bourgeois célibataire, l'élégant voyageur, le propriétaire foncier et amoureux des belles choses lègue sa demeure à la ville de Beyrouth à la veille de sa mort survenue dans la nuit du 28 au 29 décembre 1952. Désormais placée sous la tutelle du président de la Municipalité de Beyrouth, ce n'est pourtant que le 11 mai 1960 que sa volonté fût honorée et que son hôtel particulier devint officiellement le Musée Nicolas Ibrahim Sursock.

Dès 1961, Beyrouth vibre artistiquement avec ce musée d'art moderne et contemporain situé en son cœur, sur la colline d'Achrafieh dans le quartier Sursock. La mission principale du musée était dès lors de rassembler, préserver et exposer des œuvres d'art d'envergure locales et internationales ouvrant ainsi ses portes aux artistes et au public avec la tenue du Salon d'Automne, lancé par la première présidente du comité du musée, lady Yvonne Sursock Cochrane et par le conservateur Camille Abousouan. Ce Salon donnait à voir annuellement le travail d'artistes contemporains tels que Shafic Abboud, Etel Adnan, Michel Basbous, Saloua Raouda Choucair, Paul Guiragossian, Aref el Rayess et Adel Saghir.

C'est ainsi que la scène artistique beyrouthine des années soixante bouillonnait jusqu'à ce que le Musée suspende à deux reprises ses activités. Une première fois, de 1970 à 1974, quand il ferma ses portes pour rénovation puis une seconde, contraint et forcé par la guerre de 1976 jusqu'en 1981.

UN LONG CHANTIER DEPUIS 2008

«Depuis 2008, le musée a refermé ses portes afin d'entreprendre des travaux majeurs de rénovation et d'expansion, quintuplant ainsi sa surface totale de 1 500 à 8 500 mètres carrés. Cette réorganisation structurelle avait pour objectif de le transformer en une institution culturelle de son temps», peut-on lire dans le dossier de presse du musée. Un projet initié en 2000 par le président du comité du musée d'alors, Ghassan Tuéni. «En accord avec le comité, ce dernier avait chargé les architectes Jean-Michel Wilmotte et Jacques Aboukhaled des travaux d'expansion». Mais le grand chantier lancé en 2001 a lui aussi été suspendu en raison de problèmes liés à des complications administratives et surtout à la guerre de 2006. Les travaux ne débuteront qu'en 2008 et seront finalisés en 2014 sous le mandat du président de la Municipalité de Beyrouth, Bilal Hamad, actuel «moutawalli» du musée, ainsi que par le président du comité général du musée, l'ancien ministre Tarek Mitri.

Ses somptueuses portes ont réouvert le 8 octobre accueillant des convives impressionnés par la beauté épurée et lumineuse du lieu qui a fait peau neuve, flânant çà et là, aux sons des magnifiques opéras chantés en live. Parrainé par le Premier ministre Tammam Salam, représenté par sa femme, Lama Salam, l'ouverture s'est tenue en présence d'un parterre de personnalités. «Le travail remarquable de rénovation, d'extension et d'aménagement muséographique effectué par les architectes Jean-Michel Wilmotte et Jacques Aboukhaled», qualifiés de «gentleman» par les orateurs ont notamment été salués en présence de l'architecte français venu pour l'occasion au Liban. La mémoire du mécène Nicolas Sursock, le rôle artistique de Beyrouth retrouvé ainsi que Ghassan Tuéni, dont l'image planait tout comme celle de Nicolas Sursock en cette soirée, ont aussi été honorés.

NOUVEAUX ESPACES, PATRIMOINE PRÉSERVÉ LOIN DES TOURS QUI DÉFIGURENT BEYROUTH

«L'expansion du musée a permis la création de quatre étages inférieurs supplémentaires, situés sous le niveau du jardin. Parmi les nouvelles installations, plusieurs sont des premières pour le musée Sursock. La salle des expositions temporaires de 800 mètres carrés dispose d'un double plafond et peut accueillir des oeuvres ainsi que des installations d'une hauteur de plus de deux mètres. Cet espace accueillera trois expositions par an, qu'elles soient thématiques ou organisées par des commissaires invités.

Les galeries du rez-de-chaussée, deux espaces identiques, fonctionnent comme un lieu d'exposition commun. Elles accueilleront quatre expositions annuelles, mettant ainsi à l'honneur des artistes tant locaux qu'internationaux.

Une bibliothèque de recherche spécialisée, qui se consacre à la collecte, la protection et l'étude de ressources historiques sur l'art au Liban et dans la région, est ouverte aux curieux, aux étudiants et aux chercheurs.

Un auditorium de 168 sièges est pourvu d'équipements audiovisuels de pointe et d'un outil de traduction simultanée. On peut en ce moment y visionner le documentaire réalisé par le cinéaste Bahij Hojeij à la demande de Tarek Mitri, retraçant l'histoire des Sursock et la genèse du Musée avec une bande-son signée du compositeur Wissam Hojeij.

Les réserves aux conditions spécifiques de contrôle climatique. Copyright © 2015 Nabû Productions.

L'auditorium. Copyright © 2015 Nabû Productions.

Notons qu'il est disponible en français (sous-titrage en anglais) et en arabe.

Deux réserves accueillent les collections permanentes du musée: l'une consacrée aux tableaux et aux objets, et l'autre aux oeuvres sur papier (arts graphiques, photographies, manuscrits).

Le sous-sol compte également un atelier de restauration, équipé de tous les outils et produits chimiques nécessaires pour nettoyer, dépoussiérer et traiter les oeuvres de matières et supports divers.

Après avoir flâné dans le Musée, une boutique et un restaurant situés dans l'extension en verre et en acier de l'esplanade vous accueilleront...

Le Musée, dont l'entrée est gratuite, prévoit d'accueillir sept expositions par an et d'offrir une large palette d'évènements culturels et artistiques. Il s'engage aussi à proposer des activités pédagogiques créatives et novatrices à un public varié.

Jusqu'au 11 janvier 2016, vous pourrez notamment découvrir une rétrospective picturale «Regards sur Beyrouth: 160 ans d'images» (commissaire: Sylvia Agémian) et une exposition temporaire.

«Et que mes concitoyens apprécient les arts et développent un instinct artistique», a écrit le donateur dans son testament. De là où il se trouve, il est certain que Nicolas Sursock doit être heureux.

Photos avec l'aimable autorisation du Musée.

Salle des expositions temporaires. Copyright © 2015 Nabû Productions.

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

La Chine à la conquête de la «nouvelle route maritime de la soie»

Le président du Comité pour les accords commerciaux revient sur son périple chinois au cours duquel il a représenté la Fédération des chambres de commerce libanaises. À Ningxia, Nagi Mouzannar a participé au 2e Forum de coopération Chine-pays arabes (CASCF). À Pékin, il a assisté à la conférence de lancement de l'Alliance de la route de la soie maritime et continentale.

Parlez-nous des objectifs du 2ème Forum de coopération Chine-pays arabes.

Invité par le «China Council for the Promotion of International Trade» (CCPIT), ce rendez-vous s'est tenu à Yinchuan, la capitale de la province autonome de Ningxia, au nord-ouest de la Chine. Cela me rappelle le conseil donné par Kissinger en 1973 aux Chinois, leur conseillant vivement de suivre le modèle américain en décentralisant à la fois les responsabilités et les richesses... C'est ce qu'ils semblent vouloir mettre en pratique dans cette province autonome. Tous les pays arabes étaient conviés dont la Jordanie, parrain de cette édition qui s'est tenue en présence du Roi Abdallah II de Jordanie, du président mauritanien et du vice-président des Comores. Quant aux autres pays, ils avaient une représentation ministérielle. La séance inaugurale du Forum était consacrée à la coopération dans les secteurs de l'industrie et du commerce. Cette 2ème édition ambitionnait de développer les échanges, surtout avec cette région à forte minorité musulmane et ethnique, celle des Hui. Cibler Ningxia émanait également d'une volonté chinoise de décongestionner les grands centres d'attraction que sont Pékin, Shanghai et Guangzhou. Les très nombreux participants ont aussi pu découvrir tout genre de produits durant le salon. Cinq conférences étaient au programme: le Forum 2015 pour le commerce en ligne de la route de la soie interconnectée. Une plateforme spécialisée, créée à Ningxia, pour une ville intelligente où sont déjà installés entre autres Amazon et Ali Baba. La mise en place d'une plateforme pour la compensation des transactions commerciales entre la Chine et le Monde arabe a été envisagée pour bientôt. Le Forum de coopération arabo-chinois dans le domaine de la santé a pour sa part mis en relief le relais de la médecine moderne à la médecine traditionnelle. Notons que le prix Nobel de Médecine 2015 vient d'être attribué pour la première fois à une chinoise, justement pour couronner le traitement du paludisme. Autre temps fort: les symposiums arabo-chinois sur l'agriculture et les tours opérateurs. D'ailleurs, une délégation chinoise de tours-opérateurs était en visite à la mi-octobre au Liban. Signalons ici l'importance du volume touristique chinois: en 2013, la Chine a émis 50 millions de passeports et 120 millions de Chinois sont sortis de leur territoire en 2014, dont seulement un million a visité le monde arabe. Le transfert des technologies et de l'innovation, les forages et gisements pétroliers et gaziers et les énergies de remplacement ont aussi été l'objet de conférences. Aussi, il a été décidé d'établir un réseau d'informations en trois langues (chinois, arabe et en anglais).

Des participants du Forum de coopération Chine-pays arabes.

Quels partenariats ont pu être conclus entre le Liban et la Chine durant cette rencontre?

Des projets de partenariats pour 106 milliards de dollars ont été conclus. De mon côté, j'ai signé au nom de la CCIA-BML un accord concernant la médiation avec le CCPIT, dont le président, Jiang Zengwei, nous a reçu avec la délégation de la Fédération des Chambres arabes présidée par le Mauritanien Mohamedou Ould Mohammed Mahmoud. Devant notre hôte, nous avons insisté sur la facilitation d'obtention de visas à long terme pour les hommes d'affaires ainsi que sur le rééquilibrage de la balance commerciale entre la Chine et le monde arabe en dehors des dérivés pétroliers. Pour sa part, Jiang Zengwei a mis l'accent sur les avantages comparatifs qu'accordent les 32 parcs industriels établis un peu partout dans la province de Ningxia, en particulier ceux destinés aux produits agro-alimentaires Halal.

Le secrétaire général du Parti communiste chinois, Xi Jinping, avait lancé l'idée d'une route de la soie maritime et continentale fin 2013. Quel était son objectif?

En effet, on pourrait apporter quelques éclaircissements sur les enjeux qui poussent la Chine à élaborer un projet aussi gigantesque. En 2000, une route continentale de la soie avait déjà vu le jour. Les raisons sont nombreuses notamment répondre aux multiples aspirations des Chinois. À savoir: une meilleure éducation, un travail plus stable et mieux rémunéré, une sécurité sociale plus sûre, de meilleures prestations de santé, d'habitations et d'environnement. Xi Jinping n'a jamais cité dans ses discours ni le socialisme, ni le communisme, ni le marxisme-léninisme ni le concept de développement scientifique, des thèmes particulièrement chers à Hu Jintao, son prédécesseur. Par contre, il continue d'incarner une forme de raidissement général qui ne s'inquiète aucunement des droits de l'homme ni des réformes constitutionnelles. À mon sens, il s'agit en priorité pour lui d'un projet stratégique chinois pour le moyen et long terme, un objectif relayé par son Premier ministre, Li Keqiang, pour qui il s'agirait de servir une cause bénéfique à tous les peuples concernés et qui seraient conviés à collaborer à travers les innombrables mécanismes de coopérations déjà en place ou à créer.

Justement, le lancement de l'Alliance Maritime Continentale des villes ceinturant la route de la soie (MCSR CA) vient d'aboutir. Que dire sur cette nouvelle route de la soie?

Cette route maritime englobera une centaine de villes portuaires, océaniques et fluviales (couvrant 63 pays) allant d'une part vers l'Est, de la Chine au Japon (dont Nara, l'antique ville terminus de la route de la soie) en passant par la Corée jusqu'en Mongolie et en Russie, et d'autre part vers l'Ouest, de la Chine vers l'Inde, la corne de l'Afrique, la péninsule arabique, le Proche-Orient pour aboutir à Chypre, pays retenu en tant que plateforme visant à assurer la jonction avec l'Europe. Un des objectifs phares de la conférence de lancement a été de favoriser la synergie des stratégies de développement des pays riverains en permettant à l'antique route de la soie empruntée par les caravanes qui reliait la Phénicie à la Mongolie de retrouver sa vitalité, de resserrer les liens et de porter la coopération vers un nouveau palier historique.

Une conférence onusienne de lancement s'est tenue à Pékin les 10 et 11 septembre derniers. Quelle lecture géopolitique portez-vous sur les véritables enjeux de ce projet?

Ce projet semble avoir fait l'objet d'un consensus, pour le moins tacite entre la Chine et les USA et nous assistons aux prémices d'un nouveau partage d'hégémonie sur le monde. Espérons qu'il se fera d'une manière pacifique. Depuis cette conférence, trois évènements majeurs sont venus étayer mon analyse: la conférence de presse conjointe tenue dernière-

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Nagi Mouzannar signant un accord de coopération avec le président de la CCPIT.

Accord conclu sous le regard des officiels arabo-chinois.

ment à Washington entre les présidents Obama et Xi Jinping, au cours de laquelle l'homologue chinois a clairement proposé à son hôte un partage à l'amiable de l'hégémonie mondiale. Par la suite, on a assisté à la signature d'accords de partenariats de libre-échange Asie-Pacifique entre les États-Unis et 18 pays. Et voilà que la Chine envoie pour la première fois au Proche-Orient un porte-avion accompagné d'une flotte suite à l'intervention militaire directe des Russes en Syrie. Donc 45 ans après le rétablissement des relations entre la Chine et les USA, le partage d'hégémonie semble en marche. En effet, les USA, après avoir assisté sans broncher à l'extension de l'hégémonie chinoise en Afrique noire, et en facilitant par la suite son implantation de la route de la soie continentale, apportent dorénavant un soutien au lancement de sa ceinture économique et de la route de la soie maritime du 21ème siècle via le soutien sans faille de l'ONU.

Quelles ont été les décisions prises par les participants à Pékin?

Rappelons que les principaux organisateurs de cette conférence sont les agences de l'ONU (UNOSSC, UNDP, UNIDO, UNESCO et UNWTO) en coordination totale avec l'agence China International Center for Economic & Technical Exchanges (CICETTE). Un projet de Charte a été proposé aux participants afin de le discuter avec les organismes qu'ils représentent pour l'adopter dans sa version finale lors de la première séance du conseil du MCSR CA, prévu le 8 novembre prochain dans la ville de Quanzhou à Fujian. Ensuite, il a été convenu que cette Alliance serait une initiative soutenue par le système de développement relevant de l'ONU dans la mesure où elle rétablit l'esprit de la route de la soie qui favorise le progrès de la civilisation. Mais aussi parce qu'elle joue un rôle de trait d'union pour la promotion de la prospérité et du développement et favorise les échanges et la coopération entre Orient et Occident, constituant ainsi un patrimoine historique et culturel commun. Elle prône aussi la coordination en matière de politique, de paix et d'amitié, de compréhension et de coopération, d'ouverture et de tolérance. C'est un projet «gagnant-gagnant» qui assurera une distribution efficace des ressources, une intégration profonde du marché et une interconnexion des infrastructures.

Qu'en est-il de votre allocution durant cette conférence pékinoise?

Pour ma part, j'ai rappelé à l'assistance que l'antique route de la soie avait été empruntée aussi par des envahisseurs qui ont semé la terreur et les horreurs. Et qu'en tant que Libanais, je souhaite que l'on s'inspire de nos ancêtres les Phéniciens, seul peuple antique ayant rayonné paisiblement autour du monde connu d'alors, en implantant des comptoirs pour développer les échanges et la communication principalement à travers deux inventions qui ont eu une incidence incommensurable sur l'avenir de l'humanité: les pièces de monnaies en métaux précieux et l'alphabet. J'ai aussi proposé la candidature du Liban au Conseil d'administration du Conseil des affaires, étant donné l'indéniable valeur ajoutée qu'il est en mesure d'apporter en faisant appel aux entrepreneurs issus de la diaspora libanaise et qu'on ne manquerait pas de rencontrer tout au long du parcours sur les routes maritime et continentale de la soie. J'ai aussi proposé notre candidature pour faire partie du 1er CA du Conseil des affaires en formation.

À travers quels outils les objectifs conclus seront atteints?

Ceci devra se réaliser à travers une coordination économique pragmatique, inclusive, équilibrée et bénéfique à tous, apte à créer une communauté d'intérêts, de destins et de responsabilités basés sur la confiance politique mutuelle, l'intégration économique, la tolérance et la compréhension culturelle, pour se transmettre de génération en génération. Il faudra aussi tenter de compenser la persistance de la faiblesse de l'économie qui peine à se redresser, dans une situation internationale et régionale d'une rare complexité, tout en tenant compte d'une conjoncture sujette notamment à:

1- La multi-polarisation en gestation, à la mondialisation économique ouverte dans un système de libre-échange que nul n'est en mesure de contester dans un avenir prévisible, à la diversification culturelle, à l'informatisation de la société et l'interconnexion sociale.

2- Établir une plateforme commune destinée à approfondir le dialogue, à rechercher les consensus et les convergences par-delà les divergences, les intérêts et les préoccupations entre les peuples en vue de gérer et d'approcher ensemble des investisseurs potentiels, en accumulant les expériences acquises et en partageant les points forts et les us et coutumes des uns et des autres. Des projets qui devront cibler en priorité les relations Sud-Sud dans le domaine des échanges commerciaux et de l'investissement.

3- Compter sur l'engagement des membres pour qu'elle aboutisse.

4- Représenter un vrai pont destiné à réunir l'Est à l'Ouest de l'Asie.

5- Attacher une attention particulière à la formation du Conseil d'affaires qui verra le jour d'ici janvier prochain à Bahreïn et qui pourra accueillir parmi ses membres jusqu'à 200 entreprises y compris celles établies en Europe, en Amérique et en Turquie.

6- Établir des échanges entre les personnes pour partager les héritages culturels et apprendre à se connaître, à lier des relations amicales et prospères dans l'attente de développer des relations commerciales.

7- Réunir tous les potentiels pour accéder à une réalité soutenue à partir de la route globale incluant les trois voies, que sont la route continentale, la ceinture économique et la voie maritime, une action que l'UNIDO a déclaré être disposée à accompagner.

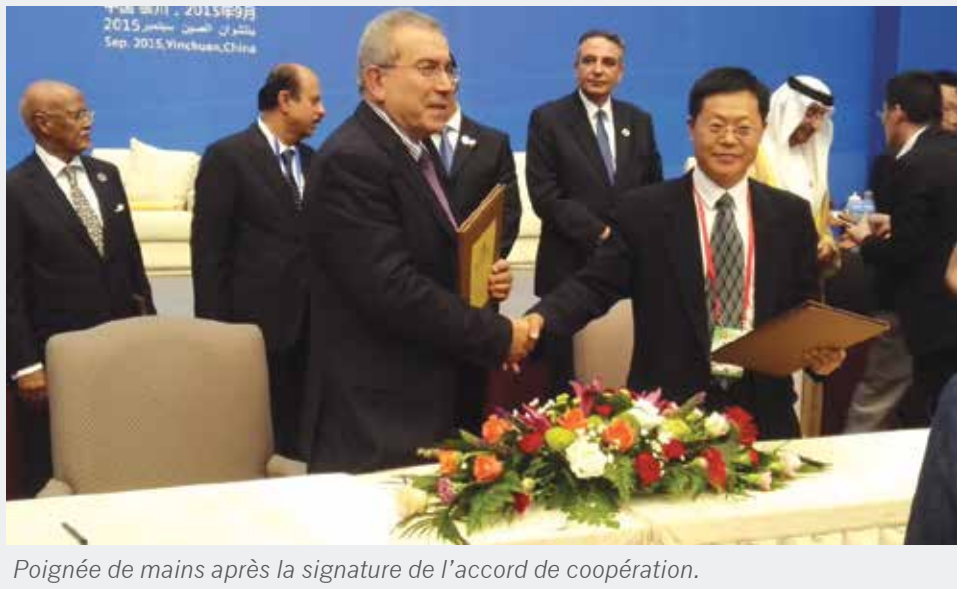
8- Acheminer vers une zone de libre-échange accouplée à une intégration financière prônant la stabilisation du système monétaire et le financement d'un système de crédibilité garantissant les investissements et démarrer par l'implantation de zones franches tout au long du parcours.

9- Remettre en relief les centres historiques de production de la soie ainsi que tous les sites connus pour la production d'articles attractifs ou traditionnels ou abritant des pôles d'attractions.

10- Lutter par tous les moyens pour éradiquer la pauvreté.

11- Implanter immédiatement des projets d'intérêts communs, profitables et réels, à commencer par les agences touristiques.

12- Créer des joint-ventures d'entreprises industrielles.



Poignée de mains après la signature de l'accord de coopération.

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

La LFA et la Chambre de commerce de Beyrouth lancent un nouvel indice des ventes de détail

L'Association libanaise de la franchise (ALF), en coopération avec la Chambre de commerce de Beyrouth, a lancé un nouvel indice des ventes de détail. Cet indice semestriel vise à étudier le marché des ventes de détail pour montrer les changements des habitudes de consommation des Libanais et permettre d'inspirer des politiques économiques de relance de l'activité de détail.

De g. à dr: Mahida Raslan, Mohamed Choucair, Charles Arbid et Nabil Fahed

Un nouvel indice de la vente de détail vient d'être lancé par l'Association libanaise de la franchise (ALF) et la Chambre de commerce de Beyrouth.

C'est dans les locaux de la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban, que les présidents Mohamed Choucair et Charles Arbid, ont rassemblé, le 1er octobre dernier, un parterre de personnalités pour lancer le nouvel indice et présenter ses chiffres au premier semestre de 2015.

> « LES CHIFFRES AU LIBAN EXPRIMENT LE PLUS SOUVENT UN POINT DE VUE ET NON UN FAIT SCIENTIFIQUE »

À noter que cet indice va suivre l'évolution des ventes de détail et analyser les tendances et les prévisions liées à ce secteur. Le développement des dépenses de consommation dans un cadre économique plus large sera aussi établi par un travail statistique sur le long terme comme l'ont annoncé ses initiateurs lors de la conférence de lancement.

«LA RÉALITÉ INQUIÉTANTE D'UNE RÉCESSION DU SECTEUR DES VENTES DE DÉTAIL»

«Notre rencontre d'aujourd'hui est différente de toutes les autres réunions, conférences et séminaires que nous avons donnés à la Chambre. Il ne fait aucun doute que la plupart des sujets que nous avons abordés ces dernières années et auxquels nous avons apporté des solutions sont d'une grande importance et sont en cours de suivi de notre part, car ils traitent du cœur de l'activité économique. Cependant, les chiffres que nous partageons avec vous aujourd'hui sont une preuve plus forte de ce que nous essayons de démontrer à travers les mots», a déclaré Mohamed Choucair en ouverture. «Nous sommes heureux d'annoncer le lancement d'un nouvel indicateur de l'évolution des ventes au détail, résultat d'un effort conjoint entre la Chambre de Beyrouth et l'ALF, afin d'informer la société libanaise dans toutes ses composantes, le pouvoir politique et les acteurs impliqués en particulier dans les affaires économiques, des détails reflétant l'évolution des dépenses de consommation au Liban, sur la base de statistiques précises et d'une analyse scientifique du marché», a-t-il ajouté.

Avant de donner la parole au président Charles Arbid et à l'auteur du rapport, Albert Nasr, il a poursuivi en affirmant: «Les chiffres contenus dans ce rapport confirment la tendance négative et la réalité inquiétante de récession du secteur de vente de détail». La Chambre et les organisations n'ont cessé ces dernières années de tirer la sonnette d'alarme pour avertir et prévenir que le recul économique touchait tous les secteurs sans exception; des secteurs en souffrance avec des marchés ébranlés, un secteur immobilier en recul d'une manière inédite et touristique qui ne cesse de lutter pour sa survie au vu des chiffres enregistrés qui le démontrent», a-t-il poursuivi. «Ce qui résume le mieux cette tragique situation est la baisse des estimations quant à la croissance de l'économie libanaise pour 2015, qui passe de 2,5% (plus tôt cette année) à 0%, des estimations annoncées récemment par le gouverneur de la Banque du Liban». «Si les indicateurs économiques sont essentiels pour lire la réalité économique avec précision, le vrai problème est que certains dirigeants refusent d'entendre et de voir. Ils continuent de travestir les faits et les chiffres et dressent ainsi des murs contre les intérêts vitaux du pays», souligne Mohamed Choucair en clôture de son allocution.

TENDANCE GÉNÉRALE AU RECUL DE L'ACTIVITÉ

«Les chiffres au Liban expriment le plus souvent un point de vue et non un fait scientifique», a pour sa part noté le président de l'ALF. Et Charles Arbid d'ajouter: «Dans le monde de la gestion des affaires, comme dans la gestion globale de l'économie, il est un fait établi, qui est que vous ne pouvez pas gérer ce que vous ne pouvez pas mesurer, d'où la nécessité du lancement d'une série de rapports dressant les chiffres de vente de détail». «Comment pouvons-nous faire semblant de comprendre cette activité dans toutes ses dimensions et sa complexité, et stimuler la demande des politiques visant à investir dans ce secteur, si nous ne disposons pas d'indicateurs?» s'est-il aussi interrogé. «L'indice global a chuté de 22,6% au premier semestre de 2015 par rapport à son niveau de référence en 2012. Cela confirme la réalité de la stagnation inquiétante subie depuis déjà deux ans et demi par les institutions du secteur de vente de détail», a précisé Charles Arbid. «Toutes les composantes de l'indice de vente de détail durant les 30 derniers mois, soit depuis début 2013 à fin juin 2015, sont en baisse et confirment la tendance générale du recul de l'activité», a conclu le président de l'ALF.

QUELQUES CHIFFRES EXTRAITS DE CE PREMIER RAPPORT

L'indice prend en considération six catégories, avec 2012 comme année de référence: l'habillement, les aliments et boissons, les produits de beauté, le mobilier de maison, le secteur du luxe et les accessoires de sport et de loisirs. Les baisses au premier semestre 2015 les plus significatives ont touché les catégories des accessoires de sport et de loisirs (- 44%) et les produits de luxe (- 33,9%). Quant à l'indice des ventes de mobilier de maison, il a baissé de 26,3%, celui de l'habillement de 22,4% et enfin celui des aliments et des boissons de 17,5%», a ensuite détaillé Albert Nasr, l'auteur du rapport. «L'indice global a toutefois progressé de 2,2% en rythme annuel par rapport au premier semestre de 2014. Les ventes de mobilier de maison et les habits ont baissé de 14,6 et 8,7% sur un an. L'indice des aliments et boissons a augmenté de 18,8%, suivi de l'indice des accessoires de sport et de loisirs (+ 14,1%). Les indices de ventes de cosmétiques et de produits de luxe ont quant à eux progressé de près de 5 et 4% respectivement».

Cependant, cette légère progression par rapport à 2014 ne serait, selon le spécialiste, pas significative, «l'année dernière ayant été très mauvaise au niveau de la vente de détail».

À noter que les données de cette étude statistique ont été recueillies auprès de trois sources principales: les sociétés propriétaires des centres commerciaux, les entreprises gérant les paiements par cartes bancaires et les réponses des sociétés au questionnaire qui leur a été distribué. Rendez-vous dans six mois avec un nouveau rapport.

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Maya de Freige à la tête de la Fondation Liban Cinéma travaille sans relâche pour l'essor du cinéma libanais

Marilyne Jallad

«Au cours des trois ou quatre dernières années, en dépit des problèmes économiques et sécuritaires, l'industrie audiovisuelle libanaise a connu des résultats probants en termes de films produits, d'entrées en salles, et de capacité à attirer des investissements privés», affirme la présidente de la Fondation Liban Cinéma. Rencontre avec Maya de Freige.

La délégation libanaise sur le tapis rouge au Festival de Cannes.

Promouvoir les productions cinématographiques «made in Lebanon» est une des missions de la FLC depuis sa création. Quels sont vos autres objectifs?

La FLC joue un rôle puissant et efficace dans le secteur audiovisuel libanais, à travers son soutien au développement d'une industrie cinématographique libanaise compétitive d'une part et la promotion du Liban en tant que centre international de production et de postproduction d'autre part.

Signature du MOU entre IDAL et la FLC.

Qu'avez-vous réussi à atteindre à ce jour?

Un lobbying incessant de la FLC auprès des autorités pour l'élaboration de politiques publiques incitatives en faveur de l'industrie cinématographique commence à porter ses fruits. La FLC a réussi à:

- Initier et fidéliser depuis 10 ans un partenariat avec le ministère du Tourisme et l'Office du Tourisme libanais en France pour promouvoir la production libanaise au Festival International de Cannes.

- Convaincre le ministère des Finances d'élaborer un projet de loi soutenu par le ministère de la Culture qui prévoit des réductions fiscales sur les bénéfices.

- Notre réalisation la plus importante est d'avoir pu impliquer IDAL, l'organisme public pour la promotion des investissements au Liban, dans le soutien de cette industrie. Dans un accord de coopération signé avec la FLC, IDAL s'est engagé à mettre en place un programme d'aide à la promotion par une présence plus importante à l'international et une attraction des professionnels étrangers au Liban, au financement de la production par des incitations fiscales et l'étude d'instruments financiers facilitant la production, mais aussi d'une formation continue des compétences. C'est un progrès majeur, une reconnaissance officielle du poids de ce secteur dans le développement socio-économique.

Georges Choucair (Abbout productions) s'exprimant lors d'une table ronde au Festival de Cannes 2015.

Ely Dagher, cinéaste qui a remporté la Palme d'or du Meilleur court métrage au Festival de Cannes.

Le cinéma libanais fait de plus en plus parler de lui à l'international. Pourquoi?

Des talents qui se confirment, des ressources humaines couvrant toute la chaîne de valeur, des équipements techniques assurés. Après des débuts difficiles où la plupart des réalisateurs libanais appréhendaient leur création comme un «one man show», nous avons aujourd'hui des producteurs professionnels qui connaissent bien les rouages du financement, savent intéresser des investisseurs ou solliciter des fonds publics arabes et européens, et conditionner la faisabilité économique de tels projets. Le marché arabe a joué un rôle majeur dans cette évolution (festivals du Golfe, fonds arabes, préventes télé Rotana, ART et OSN) et l'on voit aussi un intérêt grandissant des télévisions panarabes pour les documentaires. Enfin les investisseurs privés ont une nouvelle perception moins réticente à investir dans le cinéma.

En pleine crise économique, peut-on dire que le cinéma libanais tire son épingle du jeu?

La créativité est inversement proportionnelle à la crise et le système D fonctionne à pleins tubes. Le secteur audiovisuel séduit les jeunes, génère un nombre grandissant d'emplois, d'activités diverses participant sur toute la chaîne de valeur propre à l'économie du savoir, moteur potentiel de croissance. La FLC a entrepris une étude qui le démontre: au cours des trois ou quatre dernières années, en dépit des problèmes économiques et sécuritaires, l'industrie audiovisuelle libanaise a connu des résultats probants en termes de films produits, d'entrées en salles, et de capacité à attirer des investissements privés. En quatre ans, le nombre de films libanais produits par an a atteint une moyenne de 25, ce qui représente une augmentation significative en comparaison à une moyenne annuelle de 11 films produits au cours des quatre dernières années et de cinq films produits il y a dix ans. En terme d'argent investi, les estimations montrent également une tendance positive, avec un total de près de 35 millions de dollars investis entre 2011 et 2014, en comparaison avec 8,8 millions pour la période 2007-2010. Près de 4 000 emplois ont été créés. Et ces films ont fait près de 1 200 000 entrées.

Qu'attendez-vous du gouvernement pour encourager et renforcer le cinéma libanais?

Dans un premier temps, qu'il approuve les réformes nécessaires pour faire bénéficier les sociétés de production des avantages fiscaux qu'IDAL offre, qu'il encourage la création d'une Commission du Film, mais surtout, nous attendons de la Banque du Liban qu'elle applique les mécanismes de garanties proposés par la circulaire 331 pour soutenir le financement de la production audiovisuelle. Enfin, dans un monde meilleur, laisser la créativité s'exprimer en abolissant la censure préventive.

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

L'avenir de la finance internationale au coeur des débats d'une conférence à l'USJ

Venus des quatre coins du globe, de grands noms de la finance internationale ont été les principaux intervenants d'un débat portant sur les enjeux actuels de la finance internationale. Une conférence organisée par la Faculté des Sciences économiques de l'Université Saint-Joseph.

Des acteurs haut placés du monde de la Finance, à l'instar de Benoit Coeuré, membre du directoire de la Banque centrale européenne, de Samir Assaf, directeur général de HSBC Investment Bank-Londres ainsi que Jamil Baz, responsable en chef des stratégies de placement au fonds américain GLP Partners ont été les invités de marque de l'USJ. Avec Alain Bifani, le non moins compétent directeur du ministère libanais des Finances, ces intervenants ont débattu des enjeux actuels de la finance internationale.

Cette table-ronde a été organisée par la Faculté des Sciences économiques de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth, à l'initiative de son Doyen, le professeur Joseph Gemayel sous l'égide du recteur de l'USJ, Salim Daccache. Elle a eu lieu le 2 octobre dernier à l'auditorium François Bassil du campus de l'innovation et du sport. Entourant le Père recteur, un parterre d'économistes, de financiers notoires, de professeurs, de personnalités du monde académique et du secteur privé sont venus y assister. Étaient aussi au rendez-vous des universitaires venus en grands nombre pour assister à un débat enrichissant et un dialogue fructueux mené par le doyen, et modérateur pour l'occasion, Joseph Gemayel.

La plupart des intervenants ont dressé un panorama des défis actuels auxquels doit faire face la finance mondiale et le monde avec un focus sur le rôle de l'euro dans le système monétaire international, la place de la Chine émergente dans les échanges financiers et l'évolution des politiques monétaires des grandes banques centrales du monde.

«MALGRÉ LES CHOCS RÉCURRENTS, L'EURO ARRIVE TOUJOURS APRÈS LE DOLLAR»

C'est avec beaucoup d'humilité que Benoît Coeuré, membre du directoire de la Banque centrale européenne a pris la parole en premier. «L'utilisation de l'euro au niveau international et l'évolution du système monétaire international font l'objet d'un regain d'intérêt de la part des chercheurs universitaires comme des responsables de la politique économique depuis le début de la crise financière», a-t-il expliqué. Le

Benoit Coeuré

ton était donné et son allocution s'est portée principalement sur le rôle international de l'euro. Il a notamment insisté sur l'importance de cette monnaie affirmant qu'elle «occupe le deuxième rang dans le système monétaire et financier mondial après le dollar et que son utilisation a peu varié malgré les chocs subis depuis la crise des Subprimes de 2007-2008». «L'un des paradoxes conséquents est que les perspectives que le système évolue vers une plus grande multipolarité, avec le dollar, l'euro et le renminbi jouant chacun un rôle important, ont été de plus en plus analysées tant par les universitaires que par les responsables de la politique économique même si à ce jour le dollar reste de loin la première monnaie internationale, l'euro suivant à bonne distance et le renminbi étant encore loin derrière», a-t-il ajouté. Dans un discours académique et scientifique, il s'est ensuite penché sur ce qui définit une monnaie internationale en se basant sur la définition des professeurs Benjamin Cohen et Paul Krugman – qui ont respectivement étudié les cas de la livre sterling et du dollar américain . «Ils nous ont appris qu'une monnaie internationale remplit les trois fonctions aristotéliciennes classiques de la monnaie (moyen d'échange, réserve de valeur et unité de compte) dans les transactions privées et officielles entre résidents et non-résidents», a rappelé Benoît Coeuré. Selon le spécialiste, plusieurs déterminants assoient le statut international d'une monnaie dont l'inertie, le poids économique, la crédibilité, l'ouverture du compte de capital et, plus généralement, les politiques réglementaires. Enfin, après avoir analysé le cas récent de l'euro et précisé que «l'histoire nous montre qu'un système multipolaire est envisageable», Benoit Coeuré a ouvert une parenthèse pour annoncer que la BCE publiera un nouveau billet de 20 euros sur lequel sera imprimée l'image d'une jeune fille phénicienne représentant l'Europe.

«IL FAUDRA COMPTER SUR LA CHINE ET LE RENMINBI»

Samir Assaf

S'exprimant à son tour, le directeur général de HSBC Investment Bank à Londres, Samir Assaf, a pour sa part proposé maintes solutions et anticipé l'avenir de l'économie et de la finance internationale. Selon lui, il faudra compter sur la Chine, pays émergent, et sa monnaie ultra-prometteuse le renminbi. «Ce pays qui, malgré la crise, où il est d'ailleurs apparu comme absorbeur de bénéfices, a continué à rayonner mondialement». Les avantages compétitifs de la Chine tels que «l'importance des matières premières» ont aussi été évoqués.

Il a ensuite parlé des États-Unis, et notamment de leurs «privilèges exorbitants» - expression attribuée à Valery Giscard d'Estaing en février 1965. «Ce que [les États-Unis] doivent [à l'étranger], ils le lui paient, tout au moins en partie, avec des dollars qu'il ne tient qu'à eux d'émettre...», avait déploré l'ancien chef d'État, à l'époque ministre français des Finances. «Le privilège des États-Unis réside dans le fait que leur monnaie est celle de la réserve internationale et que d'après les accords de Bretton Woods (1944), elle est même convertible en or», a poursuivi Samir Assaf. Plutôt optimiste sur l'avenir financier et économique mondial, il a tout au long de son allocution fortement suggéré que la crise financière était désormais derrière nous.

«AU LIBAN TOUT, OU PRESQUE EST PERMIS»

Alain Bifani

Alain Bifani, le directeur général du ministère libanais des Finances s'est quant à lui exprimé sans concessions quant aux dérives du système libanais. «Le Liban présente un cas d'école au niveau des déséquilibres financiers internationaux, probablement parce que tout, ou presque, y est permis», a-t-il remarqué. Devant un public attentif, il a présenté le cas financier du monde arabe, et du Liban en particulier, avec des graphiques et des histogrammes à l'appui, basés sur des études statistiques détaillées qui ont notamment permis de mettre en lumière les dettes, l'investissement ou encore l'épargne. Selon le responsable, un des problèmes au Liban sont les effets des inégalités. «Environ 60% du pouvoir d'achat est concentré dans les mains de 3%

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Le Doyen de la Faculté de sciences économiques entouré des différents intervenants.

de la population. Nous sommes dans une structure qui pénalise le travail au profit du capital. L'impôt touche principalement le salarié, qui souffre de la baisse du pouvoir d'achat, alors qu'un propriétaire foncier n'est pas imposé lorsqu'il vend un terrain», a-t-il déploré. Mais Alain Bifani a proposé des solutions. Il a appelé notamment «à une forte concertation entre l'État et le secteur financier pour réorienter l'épargne vers les secteurs productifs et à une réforme fiscale plus favorable au travail». «Cela se traduirait par une baisse des coûts de production, une exposition moindre au problème du déficit de la balance commerciale et une revalorisation de la valeur du travail», a conclu le directeur général du ministère des Finances.

Jamil Baz

«LA CRISE N'A PAS ENCORE COMMENCÉ»

Comme dit le proverbe, le meilleur est toujours pour la fin. Avec le discours de Jamil Baz, responsable en chef des stratégies de placement au fonds américain GLP Partners, c'est un homme aussi brillant que les autres intervenants que le public a pu découvrir mais avec une pointe d'humour, des références littéraires et musicales qu'envieraient plus d'un, surtout lorsqu'il s'agit d'aborder les grands enjeux qui défient ce monde de manière ludique et compréhensible. Il a articulé son allocution autour de trois grandes questions: «La crise est-elle derrière nous?» À cette première question, il a répondu: «la crise n'a pas encore commencé car le cas des dettes actuellement est bien pire qu'avant». Sa deuxième question a été familiale: «Les parents aiment-ils encore leurs enfants?» Il répond que «si l'on regarde la gravité des problèmes économiques, et des dettes dont les enfants héritent ou la pollution dans le monde, on en conclurait qu'ils ne les aiment probablement pas», a-t-il affirmé en surprenant l'auditoire surtout lorsqu'il a fait référence à l'illustre chanteuse Juliette Greco. «Comme a dit Greco «il n'y a plus d'après», il n'y a plus d'amour. La troisième question était tout aussi loufoque que pertinente: «La démocratie existe-t-elle en Occident?» Et de répondre par une anecdote: «C'est l'histoire d'un jeune homme qui est parti étudier à l'étranger dans un pays occidental. Avant de partir, sa mère craignant la censure dans le pays d'accueil, lui avait explicitement demandé de lui donner de ses nouvelles en envoyant une lettre écrite à l'encre bleue quand il est sincère dans ses propos et à l'encre rouge quand il ne l'est pas. Une fois parti, dans la première lettre envoyée, il lui a écrit que tout allait bien pour lui, que l'économie était parfaite là où il se trouve, qu'il n'y avait aucun conflit et surtout… qu'il n'y avait pas d'encre rouge!».

Poursuivant sur sa lancée, Jamil Baz a conclu son propos en disant que lorsqu'on lui apprenait la comptabilité, on lui disait «Debits on the right and credits on the left» mais il a affirmé que son expérience de la vie lui a enseigné que: «On the left, there's nothing right and on the right, there's nothing left!».

Un vin d'honneur a suivi ce débat fort intéressant. À noter que le doyen de la Faculté des Sciences économiques et sociales a promis que cette table-ronde était la première d'une série d'autres prévues à un rythme annuel.

Croissance et économie numérique aux USA selon Robert Gordon

Nicolas Faure

Robert Gordon est un économiste américain professeur à Northwestern University (Illinois) qui , en 2012, a provoqué un tollé en prédisant un nouveau ralentissement de la croissance américaine qui venait à peine de se relever de la crise.

Depuis 1945, l'économie américaine s'est développée, entrainant dans son sillage une croissance perpétuelle pour le pays, mais il semblerait qu'actuellement ce phénomène atteigne ses limites.

En effet, selon les prévisions de Gordon, le taux moyen de croissance annuel sera de 1,3 % pour la prochaine décennie. Selon l'auteur, les USA rentreraient dans une phase de stagnation.

Pour lui, le lien entre innovation et croissance est direct, et la période actuelle manque cruellement d'innovation contrairement à ce que l'on pourrait croire quand les médias nous présentent l'économie digitale et numérique comme un nouveau St Graal.

Rien ne sera équivalent à l'année 1879 qui a vu naître simultanément l'invention des ondes par David Hughes, du moteur à explosion à allumage électrique par Karl Benz et l'ampoule électrique par Edison, ce qui portera l'économie américaine pendant plus de 80 ans sur des taux de croissance jamais atteints.

Selon lui, six causes vont également contribuer à affaiblir le PIB américain:

Premièrement, les changements démographiques vont mettre sur le marché du travail des baby boomers retraités, employés à temps partiel pour arrondir leurs fin de mois, qui, en fin de compte, vont faire baisser le nombre d'heures travaillées par tête ce qui pourrait impacter la croissance de 0,3 %.

Deuxièmement, le niveau d'éducation stagne aux USA après avoir connu une croissance constante entre 1900 et 1970. En effet, l'accès aux études est devenu plus difficile en raison des couts des droits d'inscription qui atteignent des sommets. Cette stagnation devrait diminuer de 0,2 points le pourcentage de croissance annuel.

Troisièmement, le niveau des inégalités va encore augmenter. La part dans le revenu national des 1% les plus riches équivaut à celle de 1929, ce qui va faire baisser le revenu réel de 99% des ménages les moins aisés.

Quatrièmement, l'État est fortement endetté, et l'endettement des administrations publiques va augmenter plus vite que le PIB. Pour remédier à ce problème, l'État devra soit augmenter les impôts soit diminuer les prestations sociales, ce qui dans les deux cas pourrait réduire le taux de croissance de 0,2%.

De plus, Gordon évoque deux autres facteurs susceptibles de diminuer la croissance.

En premier lieu, la mondialisation qui détruit des emplois aux USA et en crée dans des pays en voie de développement.

En second lieu, les taxes et réglementations mises en œuvre pour lutter contre le réchauffement climatique qui constitueront également selon lui un frein à la croissance.

Pour autant, des progrès attendus dans l'innovation seront effectifs dans le domaine médical, les robots, les imprimantes 3D, l'intelligence artificielle, le Big data et les voitures sans conducteurs mais selon Gordon aucune de ces innovations n'aura autant d'impact sur la croissance que lors de la deuxième révolution industrielle.

Alors Gordon est il un oiseau de mauvais augure ou un visionnaire? Réponse dans un siècle…

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Le Liban n'a pas de l'or noir que dans ses eaux profondes!

Bachir El-Khoury

Le potentiel «onshore» du pays du Cèdre, timidement exploré dans les années 1960, a récemment été creusé et confirmé grâce à une étude sismique menée dans le cadre du projet «CedarsOil», dont les résultats ont été révélés cet été. Cette découverte risque-t-elle toutefois de connaître le même sort que celles menées sur les ressources offshore?

En attendant que le feu vert soit donné au lancement de la phase d'exploration des ressources offshore, initialement prévue en 2013, de nouveaux indices sont récemment apparus confirmant le potentiel pétrolier et gazier du pays du Cèdre, non dans ses eaux profondes, mais sur son sol. Les résultats préliminaires d'une étude sismique menée par une société américaine, Neos Geosolutions, laissent en effet croire à l'existence d'importantes traces «onshore». Ces résultats ont été obtenus grâce aux recherches effectuées dans le cadre du projet CedarsOil, lancé en septembre 2014, qui consistait à effectuer un balayage aérien d'une zone d'environ 6 000 km2 entre le littoral et la frontière syrienne, dans la moitié nord du pays.

Financé par Neos Geosolutions, des sociétés d'exploration pétrolière ainsi que des fonds d'investissement et des individus anonymes – dont près de 8 millions de dollars injectés par des investisseurs libanais – leur conférant un accès privilégié aux résultats de l'enquête, ce projet n'aura représenté aucun coût pour l'État.

Il s'agit de la première recherche de traces d'hydrocarbures sur le sol libanais depuis les tentatives avortées dans les années 1960, durant lesquelles seuls sept puits avaient été creusés dans le pays. Il y a quarante ans, l'exploration en 3D d'une zone offshore était quasiment impossible, tandis que les études bidimensionnelles manquaient parfois de précision. Les études en 3D ont commencé à se développer dans les années 1970, mais leur coût continue d'être élevé et elles prennent du temps, notamment quand le relief est accidenté, comme c'est le cas au Liban. Neos Geosolutions s'est affranchi de ces contraintes en procédant à un «scan» aérien du territoire.

De nouvelles explorations, notamment des forages, devraient permettre de révéler un «potentiel énorme», selon le président de la société, Jim Hollis.

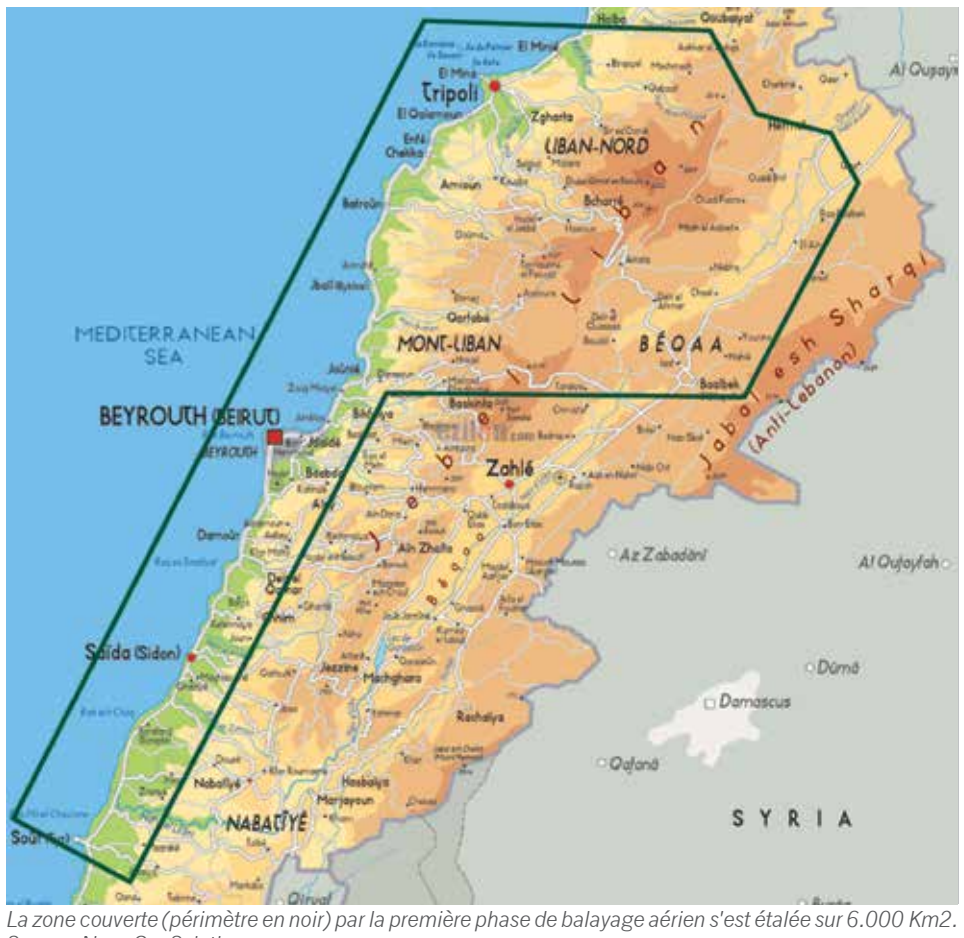
Mais pour aboutir à des résultats concluants, il faut d'abord que la société américaine achève le balayage de l'ensemble du territoire – aucune date n'ayant encore été avancée pour le lancement de la deuxième phase – et qu'elle commercialise ses données afin d'attirer d'éventuelles compagnies intéressées par des travaux d'exploration, etc. De son côté, l'État, qui avait voté en 2010 une loi sur les ressources offshore, devrait s'activer pour définir au plus tôt un cadre légal régissant les activités «onshore», dans l'optique d'une future exploration et exploitation du sous-sol national (lire plus bas).

QUE RÉVÈLE L'ÉTUDE SISMIQUE?

Afin de déterminer le potentiel de la zone étudiée, Neos Geosolutions a utilisé plusieurs types de détecteurs aéroportés: des capteurs de gravité ont ainsi permis de mesurer la densité dans chaque zone balayée ; des détecteurs hyperspectraux ont, eux, fourni des images d'un grand nombre de bandes étroites tandis que des détecteurs électromagnétiques ont permis de déterminer si les structures repérées contenaient des particules hydrauliques ou des hydrocarbures. Les données récupérées par ces capteurs ont ensuite été intégrées à un modèle d'analyse multidimensionnelle qui englobe toutes les données géophysiques, géochimiques et géologiques récoltées. L'interprétation de ces données a nécessité près de six mois d'analyse.

Les résultats remis officiellement le 10 juin par la société ont été suivis le 27 juillet par une déclaration de Jim Hollis, durant laquelle il a fait part de la découverte de roches mères, de suintements de pétrole et de réservoirs dans lesquels seraient stockés des hydrocarbures.

Les résultats préliminaires ont, en outre, permis d'identifier deux régions qui seraient particulièrement prometteuses: un mini sous bassin au sud du Mont-Liban (la région allant de Baabda jusqu'au Chouf) et à l'est de Qatarba (au-dessus de Jbeil), ainsi qu'un sous bassin, qui



La zone couverte (périmètre en noir) par la première phase de balayage aérien s'est étalée sur 6.000 Km2. Source: Neos GeoSolutions

serait de taille plus importante (20 km de large) situé à l'ouest de la vallée de la Bekaa.

L'étude a également permis de confirmer les similitudes entre certaines zones locales balayées et d'anciennes découvertes en Syrie (le bassin Palmerite) mais aussi avec des champs pétroliers et gaziers entre Israël et la Cisjordanie.

La région de Palmyre, riche en pétrole, appartient en effet à une formation géologique qui s'étend vers le nord du Liban. Plus au Sud, une faille géologique partant de la mer Morte en direction du nord se prolonge dans la vallée de la Békaa.

Ce parallélisme géologique constitue un argument supplémentaire en faveur de l'hypothèse d'un important potentiel «onshore» au Liban.

LE RISQUE DU MÊME PIÈGE?

En dépit des résultats encourageants, les observateurs craignent néanmoins que ce dossier, à l'instar de celui des ressources qui couvent dans les fonds sous-marins, ne se heurte aux blocages dits «politiques», «internes» ou encore «sécuritaires». Après plusieurs années d'études sismiques en 2-D et 3-D au large du littoral durant les années 2000 – qui se sont avérées prometteuses - le Liban avait en effet voté en août 2010 une loi qui définit le cadre règlementaire propre aux activités d'exploration et de forage offshore, ainsi que les modalités des contrats d'exploration et de production devant lier l'État aux concessionnaires. La loi prévoyait, par ailleurs, l'instauration d'une Autorité pétrolière nationale pour la supervision et la gestion de l'ensemble de ces activités et des revenus engendrés. Parallèlement, l'Etat avait découpé la zone maritime concernée en dix blocs d'exploration, tandis qu'une quarantaine de grandes sociétés - parmi lesquelles ExxonMobil, Shell et Total - avaient été pré-qualifiées pour le premier appel d'offres visant à distribuer des licences d'exploration... qui n'arriva jamais.

Initialement prévu fin 2013, celui-ci n'a cessé d'être reporté pour divers motifs, essentiellement liés au conflit voisin, à la vacance présidentielle, etc. Résultat: deux ans plus tard, le statut quo est toujours érigé en maître, tandis que certains s'interrogent sur l'appétit des compagnies étrangères à investir encore au Liban, face au laxisme des autorités et à la précarité du contexte.

Une réédition du scénario n'est donc pas à exclure pour les ressources qui se trouveraient dans le sous-sol...

Cela serait d'autant plus regrettable que l'exploration «onshore» est cinq fois moins coûteuse que celle effectuée offshore, et qu'elle permet, par ailleurs, d'attirer de nombreuses PME du secteur.

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Solar Energy Lighting with the Chamber of Tripoli and North Lebanon

The solar lighting of the two designated main streets in the city of Tripoli, the first starting at Al Salam roundabout to Nini Hospital, the second from the southern entrance of Tripoli towards Abdul Hamid Karami Square, was among the major concerns of President Dabboussi where reliance on solar energy was a practical technological option inspired by the contemporary communal role of the chambers of commerce.

The techniques and implementing mechanisms of the project, the role played by the Chamber of Tripoli and the North in its launch, in addition to converting the Chamber's buildings to eco-friendly, are the momentum in every instance. In collaboration with other partners, President Dabboussi has been seeking to turn this initiative into a realistic project and make it a prototype applicable in all the streets of Tripoli and its neighboring areas in the near future.

Presently, CCIAT is in the process of studying various technical aspects of the use of alternative and renewable energy, especially the benefits of photovoltaic cells voltage ability to directly convert solar energy into easy to use electricity as it is possible to link solar heat capture devices into electrical contraptions to store electricity during the day to be able to use it at night, while the base station will be placed on the roof top of the glass building at the Chamber.

President Dabboussi believes that although the lighting project is the initiative of the Chamber, it is equally the outcome of a long-lasting partnership with Tripoli Municipality and the Federation of Al-Fayhaa Municipalities, the Council for Development and Reconstruction, the Order of Engineers, Kadisha Electricity Company in addition to various civil society organizations. This is a project in which constructive aspects of feasibility are available with promising economic and environmental clean and health safety prospects.

In order to promote the Chamber's choice in using non-traditional energy sources for lighting and converting their buildings to environmentally friendly, Ms. Linda Sultan, head of the Commercial Department and Public Relations along with Ms. Wardeh Greij, head of Accounting Department, were assigned to explore renewable energy technologies and their role in achieving sustainable development with one of the most important Spanish companies in Sevilla, Abengoa S.A., a globally well-known company in the field of renewable energy. CCIAT delegation visited the company in Spain to gain knowledge about facts regarding converting buildings to environmentally friendly by the solar energy model so as to assist in the implementation of the project through technologies applications of Abengoa S.A.

This company founded in 1941 in Sevilla, employs about 26,500 employees with products centered on solar energy, bio-energy devices, information technologies, water treatment, network communications, power plants and infrastructure, and success records in renewable energy technologies in Spain and many European countries, as well as in a number of countries like the United States, Algeria and Abu Dhabi in the United Arab Emirates.

CCIAT choice towards non-conventional sources of energy has become inevitable in the light of the Chambers' concerns with general community and service issues, thus the success of many international practices in the use of these advanced technologies guaranteeing energy use in ways that preserve the environment, reduce pollution emissions, noise and others.

CCIAT delegation learned that Abengoa S.A has been developing solar energy technologies since 1984 through the construction of a solar energy field in «Palmeria». The Spanish company is also the developer of PS10, the world's leading solar power plant and the first station producing thermal solar energy. What was striking in the Spanish experience is that it had the first solar power plant in the world and was able to supply twenty-four hour electricity network without interruptions.

Abengoa S.A also reported that it had sent two projects for research and development in the field of concentrated solar energy in favor of the US Department of Energy at a total cost of more than $ 14 million. The US Department of Energy has pledged $ 1.45 billion in guaranteed loans to support the plant construction to generate solar energy by Abengoa in the state of Arizona as the goal of Abengoa is the development of solar energy technologies that can compete with conventional energy sources by 2015.

Community awareness by Municipalities

On October 21, a workshop on the elaboration of a Community Awareness and Promotion Plan (CAPP) gathered a number of Lebanese municipalities, including those of Beirut and Kabb Elias.

The workshop was organized by CES-MED project, which aims at supporting local authorities in South Mediterranean countries to respond more actively to sustainable policy challenges.

A CAPP constitutes a substantial part of the Sustainable Energy Action Plan (SEAP), which is a key document required by the Covenant of Mayors from their signatories. A SEAP shows how the municipality will reach its CO2 reduction target by 2020. The document defines the activities and measures set up to achieve the targets, together with time frames and assigned responsibilities.

SEAP makes cities more involved in the preparation of policies and funding patterns in order to facilitate the implementation of action plans towards sustainable energy. So far, about ten municipalities in Lebanon are in the process of preparing their SEAP.

In line with this action, CCIA-BML, which supports the preparation of a SEAP for the Municipalities of Achkout and Menjez through SHAAMS project, presented during the workshop the experience of SHAAMS in creating awareness about climate change. Such actions include the creation of Sun Clubs in Lebanese schools for raising awareness on the use of solar energy, the creation of an online renewable energy toolbox, and active visits of the EcoTruck in Lebanon schools. SHAAMS is financed through ENPI CBC-MED program.

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Good Hygiene Practices at the Chamber of Saida and South Lebanon (CCIAS)

Within the framework of developing awareness for Lebanese MSME on issues such as labelling & packaging, health & safety and food hygiene, the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Saida and South Lebanon, in collaboration with the Quality Program at the Ministry of Economy and Trade, organized a workshop on "Hygiene at Primary Production Level".

The Quality Program aims at strengthening quality management, capabilities and infrastructure in Lebanon by providing experts and necessary training according to the needs of different productive sectors in different Lebanese areas.

To boost the development of MSME, the economic engine of competitive markets, and to provide them with the required support, the collaboration between CCIAS and the Quality Program continues since its inception. At this stage, the training covered topics of interest to farmers and agro-products exporters in the areas of good agricultural practices (GAP), good hygiene practices, and

traceability in field systems, integrated pest management and EU marketing standards for fruits and vegetables.

In his welcome speech, Mr. Mohamad Saleh, President of CCIAS, assured "the importance of the subject not only for providing good health conditions and food security, but also to increase the volume of our exports, especially agro- food products", adding that "the Chamber's action plan for the last two years focused on developing awareness on food safety and good manufacturer practices in the fields of agriculture and industry". In this framework, several workshops were held in collaboration with the agro-food development center and laboratories and the agriculture departments at the Chamber and SouthBIC.

A regional workshop to support municipalities at Saida Chamber

Fully aware of its role to support initiatives that aim for social and economic development in the south region, the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Saida and South Lebanon hosted on the 1st of October the South regional workshop for the socioeconomic committees formed at a number of municipalities as a component of a United Nations Development Program (UNDP). The formation of these committees aims to support municipalities in strengthening social and economic stability through developing the role of social actors for encouraging local residents to present their innovative ideas.

At an initial stage of the project, the committees' members formed in different regions (South, North and Bekaa), have completed technical trainings to organize social innovative competitions and build their capacity to provide technical support for winners at the competitions so as to develop their ideas into businesses.

The workshop offered an opportunity for the committees to introduce their work and achievements till date and to discuss possible mechanism of collaboration with financial institutions.

The speeches of stakeholders, the United Nations Development Program (UNDP), the Local Economic Development Agency in South Lebanon (LEDA- SL) and Saida Chamber, reassured the complementary roles and the importance of cooperation between NGOs, local communities and civil society not only for implementing development projects, but also for further maintaining social and economic stability within local communities.

SOUTH BIC
WWW.SOUTHBIC.ORG

LOOKING AHEAD TOWARDS INNOVATIVE STRATEGIES FOR 2016

Although SMEs in South Lebanon represent more than 95% of businesses and are a key driver for economic growth, Micro enterprises that stand for around 70% of these SMEs still need special attention for them to be able to realize their full potential especially in today's economy.

In this direction, the actions developed for the next three years aim at providing support services for the smallest businesses and to fulfilling the existing gaps between the needs of micro and sole proprietor businesses on the one hand, and the supply of tailor-made provision services for these enterprises in South Lebanon on the other hand. Needless to say, they give at the same time, special attention to women entrepreneurs, crafts, and green entrepreneurship.

In fact, Micro Enterprises are entirely dependent on local regional market which pays relatively low prices. Smallest businesses struggle to market their manufactured goods with the price and quality offered. Therefore, getting more control of the export market and obtaining premium prices for their products may greatly improve their economic situation.

To be effective, activities for SouthBIC during the coming years should be extended to both mid and downstream levels along with a close cooperation with the CCIAS especially in leading the development of exports market and in improving quality standards.

Concept & design by Big Idea Advertising & Branding - www.bigideacc.com

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

A Review of the Lebanese Citrus Sector and Its Market

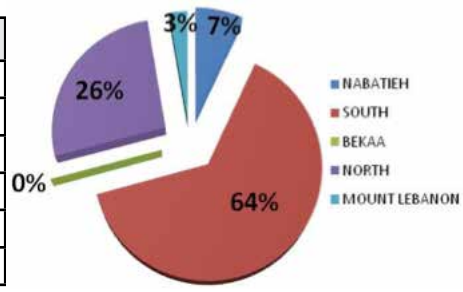
Dr. Rola Arouni
Head of Agriculture Department

Citrus cultivation extends along the coastal strip up to 300 meters of altitude from the extreme South to the extreme North of Lebanon. The majority of citrus orchards are located in the coastal region of Southern Lebanon (64%) where citrus trees are cultivated mainly in the Cazas of Tyre and Saida. Another large portion of citrus orchards representing 26% of lands planted with citrus is located in the North, concentrated in the Akkar plains and around Dinniyeh and Zgharta. Total land planted with citrus by Mohafaza is presented below.

Citrus Plantation Distribution by Mohafaza

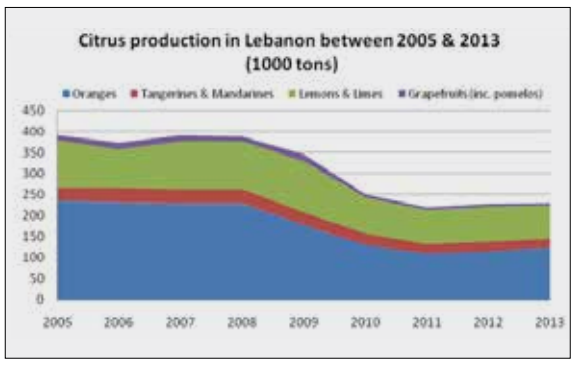
Mohafaza	Area (HA.)	Percentage
NABATIEH	6,72.84	7%
SOUTH	6097.73	64%
BEKAA	13.42	0.14%
NORTH	2540.756	26%
MOUNT LEBANON	259.60	3%
TOTAL	9,584.346	100%

Source: Agriculture Census 2010 (FAO & Ministry of Agriculture)



ANNUAL PRODUCTION VOLUME

Lebanon produces annually an average of 22 tons per hectare. Citrus cultivation has seen a marked deterioration in terms of quality and quantity in recent years, and the failing sector is making the farmers shy away from making new citrus plantations. According to FAO Stat, total citrus production has declined significantly from 392,000 tons in 2005 to 230,500 tons in 2013, which means that the production declined by 41% in 8 years.

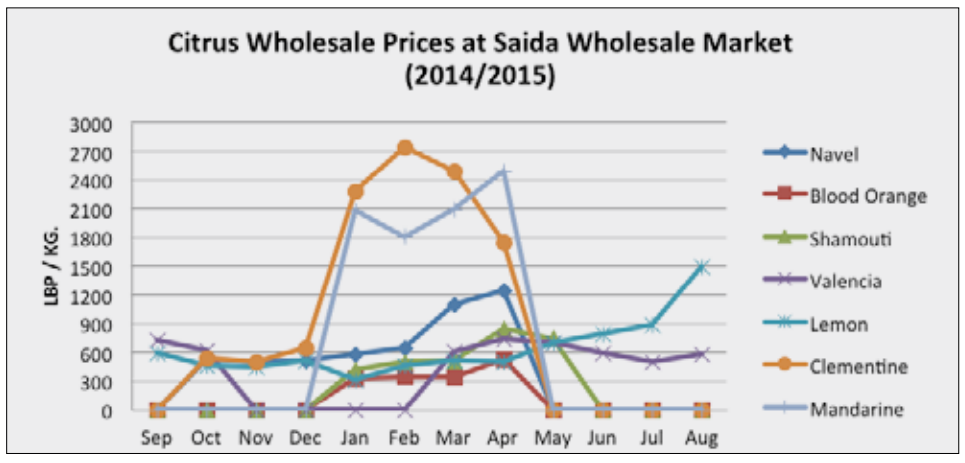


Source: FAOStat

DOMESTIC MARKET TRENDS

The wholesale markets in Lebanon are crowded, lacking facilities and sanitation. Cold storage facilities in Lebanon are limited, and most Lebanese citrus packing houses lack the capacity to moderate humidity and temperature in a precise way.

Clementines have the highest price per kilo, followed by Mandarin, Navel oranges and Valencia oranges. The most common type of oranges in Lebanon, the Shamouti orange, has a relatively low price compared to these other species and varieties.



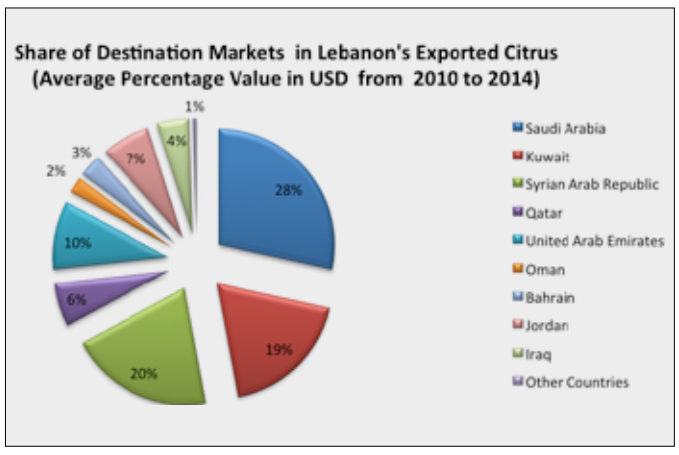
LEBANESE TRADE AND EXPORT MARKET TRENDS

Spain is the largest exporter of citrus in the world, with a market share of 25% of the total exported volume in 2014, followed by South Africa (11%), Turkey (10%), and Egypt (7.7%). Lebanon claims a very small market share of just 0.56%.

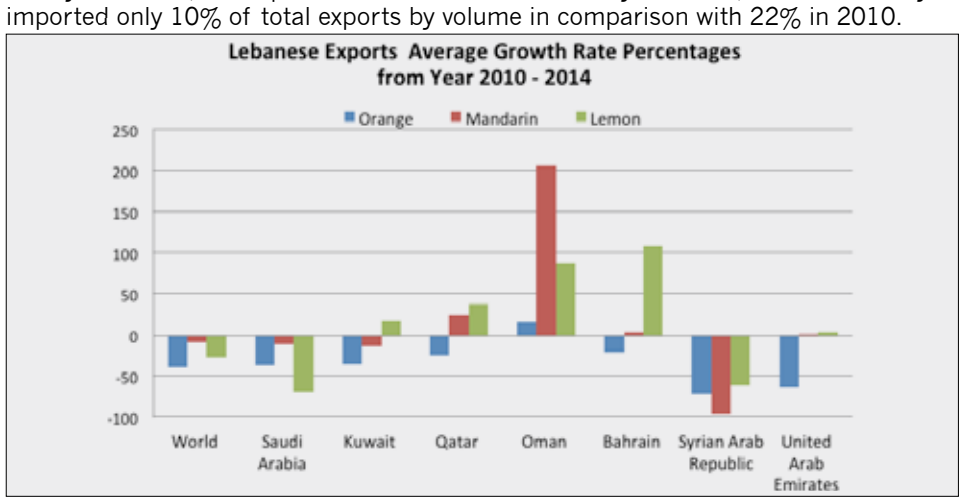
Total Citrus Fruit Exports from Lebanon in the Last 5 Years

	Total Exports		Oranges	Lemons	Mandarins
	Trade Value (1000 US$)	Net weight (tons)	Net weight (tons)	Net weight (tons)	Net weight (tons)
2010	16,936	123482	81,156	25,020	14,019
2011	26,939	127554	83,502	24,664	16,235
2012	18,755	106173	74,507	13,407	15,348
2013	15,269	82018	46,177	19,027	13,026
2014	15,363	87640	47,102	22,111	15,522
Average	18,652	105,373	66,489	20,846	14,830

Lebanon citrus is exported primarily to its Middle East neighbors of Arab markets. As shown below, during the period 2010 - 2014, Lebanon exported over 99% of citrus by value to Arab countries, including 72% to GCC countries. Saudi Arabia is currently the largest destination market, importing 29% of Lebanese citrus exports, followed by Kuwait with about 19%.



Traditionally, Syria was the largest importer of Lebanese citrus. However, due to the Syrian crisis, its import of Lebanese citrus steadily declined, and in 2014 Syria imported only 10% of total exports by volume in comparison with 22% in 2010.



INABILITY TO MEET INTERNATIONAL DEMAND

Lebanese citrus producers do not follow GAP (Good Agricultural Practices) for citrus production, which can lead to lower yields as well as smaller and lower quality fruits.

In addition, it is very difficult for Lebanese citrus exports to compete effectively in European markets due to Lebanon's incapacity in assembling large consignments of high uniform quality product demanded by the agents of large supermarket chains, and inability of guaranteeing a regular annual supply.

The Russian Federation figures as the number one importer of citrus fruits in the world with about 11% of total citrus world imports by volume in 2014. However, for Lebanon, these markets lack the transport cost advantages of the Arab countries, and the exporters that tried to export their fruits faced many problems including the many regulations set by the Russian Federation for trade among other factors.

Arab markets do not have strict requirements for quality and uniformity of citrus imports. This is compatible with Lebanon's small-farm production base, which does not produce large volumes of uniform fruits. Arab markets also do not have high requirements for packaging of citrus, so Lebanon's lack of consistent grading and packaging is not a major barrier to exports. However, this situation is changing in recent years, and retail supermarkets in GCC markets are demanding products that follow international standards. And finally, we cannot forget the closing of Syrian-Jordanian borders which put a new cost on the export of agricultural products to GCC countries including citrus fruits.

KEY INTERVENTIONS TO IMPROVE THE CITRUS SECTOR

The development of this sector requires a few key interventions that could have a positive impact and thereby increase the per capita income for the farmer:

-Increase Product Value by encouraging the adoption of new varieties to expand the seasonality of the harvest and to increase yields and quality. Access to superior varieties and rootstocks, selected to suit consumer preferences, can satisfy a wider market demand.

-Improve post-harvest infrastructure and practices to reduce post-harvest loss rate. Expansion of cold storage can dramatically improve shelf life and quality of citrus fruits, and there would be no need for the repeated pesticide treatments in order to keep the fruits for a longer time on the tree.

-Encourage the development of the citrus industry and its by-products: Products such as "Mazaher" or distilled blossom water, sour orange peel jams, etc. are traditional products that are highly appreciated both locally and internationally, and provide very good revenues. Also, locally produced juice concentrates are not available in the Lebanese market and can be a solution for oranges of low quality.

-Improve market intelligence in order to develop and maintain market opportunities. Exporters will be able to make better strategic decisions that will result in improved prices for their products.

Chamber of Commerce, Industry and Agriculture In Saida and South Lebanon

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Resilience Development Forum to support threatened countries

A Private Sector Consultation session was held at Movenpick Hotel, the 9th of October 2015 in preparation for the "Resilience Development Forum" (RDF) that will be held on 8 and 9 November 2015, in Amman. The event is focused on the next phase of international response to the Syrian crisis. UNDP is organizing the RDF within the framework of the Regional Refugee and Resilience Plan (3 RP)* which includes nearly 200 national and international partners, and the Regional United Nations Development Group.

The RDF is a global forum with a regional scope, covering the six countries that are most affected by the Syrian crisis: Egypt, Iraq, Jordan, Lebanon, Turkey and Syria.

The RDF aims to articulate a future Resilience Agenda for the Syrian response – a new vision and approach. The main goal of the RDF is to bring together leaders from neighboring governments affected by the Syrian crisis, the international community, civil society and the private sector so as to build a common vision and approach in view of overcoming the most pressing challenges for strengthening resilience in the sub-region. The vision and approach will be captured in a Resilience Agenda, which all RDF participating partners are expected to develop and agree on.

The RDF will include all key stakeholders; however, the Governments in the sub-region remain the main drivers. It is designed to facilitate innovation and knowledge exchanges, networking and policy dialogue.

On the first day of the RDF- 8 November, there will be a Resilience and Innovation Marketplace. This will include: (a) an exhibition space with booths showcasing innovative interventions and lessons learned in resilience building from selected partners engaged in the response to the sub-regional crisis at the field level, and (b) six roundtable discussions on challenging topics related to resilience building and the crisis.

On the second day of the RDF-9 November, there will be a series of high-level panels around the four areas of challenges addressed by the RDF: 1) Aid architecture fit for resilience; 2) Social stability; 3) Private sector engagement; and 4) Resilience inside Syria.

Outcome of pre- RDF Country Consultations will provide the basis for the Resilience Agenda, which is a set of key resilience-based principles, supported by relevant and actionable policy recommendations from the countries affected by the crisis to scale-up the resilience response across the region. It will infuse a new vision to guide improved actionable policies & enhance response approaches.

The RDF is a timely regional call for new ideas, a more comprehensive vision and renewed partnerships at a moment when international burden sharing is severely challenged.

It will bring to donors a more comprehensive and updated understanding of development challenges and opportunities from the field, provides a unique forum for governments in the region to present and reach out for support for their short, mid and longer-term vision and key policy decisions to better address the impact of the crisis. The RDF will also give for international organizations operating in the region an opportunity to reconsider current cooperation approaches and coordination mechanisms, in addition to alternatives for future support.

The RDF provides national and international CSOs and NGOs the opportunity to bring their thinking and innovative initiatives to the table in order to influence decision-makers with their ground-tested ideas.

Through the RDF, private sector representatives will have the opportunity to discuss a wide range of business and partnership options for involvement in the Syrian response.

The success of the RDF will rely on the various multi-partner country consultations carried out in Egypt, Iraq, Jordan, Lebanon, Syria and Turkey, prior to the RDF. Stakeholders in each of the six countries will discuss how to address main bottlenecks and unresolved challenges, clustered in the following list of topics: making aid architecture fit for resilience; social stability; private sector engagement; and (for partners in Syria) resilience inside Syria.

The RDF is expected to have two main outcomes: expanded partnership base among stakeholders and a future Resilience Agenda guiding the next phase of response.

THE CONSULTATION SESSION- 9 OCTOBER 2015

3 BREAKOUT GROUPS emerged from brainstorming challenges and potential solutions for: Improving aid architecture for resilience financing, Ensuring social stability and strengthening economic growth and private sector engagement

The discussion focus was on the following questions:

- What are the main challenges in moving towards the desired outcome?
- What opportunities can be identified and what priority actions can be recommended?
- What is the suggested timeframe and sequence?
- Who are the key responsible partners?

In particular, for Group 3, there were 27 participants to the brainstorming session, from ministries, donors' embassies, private sector institutions, and NGOs concerned in the support of Syrians displaced.

Republic of Lebanon
Ministry of Social Affairs

UNDP
Empowered lives. Resilient nations.

Cristiano Pasini, UNIDO facilitator of this session, advised the participants about the aim of these discussions, which is to brainstorm around key challenges/ opportunities and identify building blocks for potential solutions in the medium-term and asked the participants to present their ideas on the main challenges, opportunities for a better economic situation, define the gap in the national economy development, and recommend solutions. Noting that this session is to plan for the upcoming RDF event, where all points will be discussed for the coming two years with the stakeholders.

The recommendations focused on the following: reducing unemployment in Lebanon, support the vocational training and education, develop education program according to market needs for new job and specializations, more direct support to SME and entrepreneurs innovations and development, awareness on green economy, create a better environment, increase export, enterprises access to the market, facilitate and increase the private investment under a financial program for the infrastructure of business society, creating jobs, need for implementing policy, public private partnership to build a continuous platform, support investment in tourism and industry and the environment sector, finance private sector projects, attract Lebanese Diaspora to invest in Lebanon. Noting that Syrians displaced are refugees in Lebanon, and they can provide an opportunity for growth and development.

**The 3RP is a country-driven, regionally coherent plan to address refugee protection and humanitarian needs whilst building the resilience of vulnerable people and impacted communities and – recognizing the centrality of national resilience and stabilization plans – strengthening the capacity of national delivery systems.*

Lebanese Artisans growing up…

Nesrine El Kasty Salhab

Innovation and Entrepreneurship Center in Lebanon, in collaboration with the United Nations Industrial Development Organization, the Arab International Center for Entrepreneurship & Investment, and the Artisan League, organized a graduation day for 100 artisans who participated in the training courses on entrepreneurship. The graduates are potential and actual artisans that have micro, small or medium enterprises, and seeking soft and hard skills through trainings and counseling to start their own businesses or to develop and grow their existing ones.

Addressing the audience, the honorary president of the General Union of Chambers of Commerce, Industry and Agriculture for Arab Countries, Adnan Kassar, pointed out that «under the circumstances through which the Arab world is passing, this graduation ceremony comes today as a window of hope in the cloudy Arab atmosphere».

On his part, Dr. Hashim Hussein, head of UNIDO- ITPO office in Bahrain, noted the outstanding role played by honorary president Adnan Kassar for supporting innovators and entrepreneurs in Lebanon and in the Arab world. He pointed out that «President Kassar is a model in the world of economics and business in the Arab world.»

As for the president of the craftsmen in Lebanon, Mohammed Al Moallem, he mentioned the efforts undertaken and carried out by the Union of Arab Chambers and UNIDO to support entrepreneurship and innovation, pointing out that «success stories create reality, unlike the losers who live the failure».

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Hermel: Innocence of Beauty

Kamel Jaber, Municipality of Hermel

Hermel holds a wealth of archeological sites and intriguing sights. Its ancient monuments and sacred locations, landscapes and water lakes make it a typical touristic attraction and pilgrimage site for visitors from all religions. A quick historical tour in the region would unveil its natural and cultural heritage.

Hermel lies at the northernmost edge of the Beqaa Valley, from "Kamou" at the feet of eastern mountain range to the peak reaching the Syrian border line in the north. On the East flows the **Orontes (el Aasi) River** with its wild waterfalls and crystalline water. Hermel is 750 meter above sea level and 143 km from Beirut. It is named in reference to the ancient historic monument the **Pyramid of El**.

MONUMENTS OF HERMEL AND LANDSCAPES

Pyramid of El "Kamou el-Hermel". Located at 6km south to the city, this historic monument known as "Kamou" el-Hermel, lies on one of the hillocks surrounding Hermel and rises 26m high on a prince tomb of the second century B.C. Restored in 1931, the monument stands on a square pedestal of basalt and is composed of three levels carved with hunting scenes. This pyramid is believed to have served as lighthouse for trade caravans. In the rock cliffs on the east bank of el Aassi river, there are several caves worth visiting, the most famous is **Cave of Mar Maroun**, an architectural splendor. This monastery is a rock-cut refuge in three levels linked by stairs and ladders. It is said to be the temporary refuge of the successors of Saint Maroun, founder of the Maronite Christian sect in the 4th century B.C. Below these imposing remains, is "Ain el Zarka" spring of the **Orontes (el Aasi)** river with its blue-tinted water, jets out of the rocks creating an ideal picnic site. El Aasi is undoubtedly the lifeblood of the Hermel region. Along the sides of the river, restaurants serving Lebanese cuisine where diners can sample fine Lebanese dishes while enjoying the cooling breeze that constantly blows in from the river. El Aasi is also a popular sports attraction. The abundance of its waters and its northward course made this river an ideal place to practice canoeing. In 2003 it was chosen for building a training center and a rafting club to allow visitors and tourists make a wonderful sail in the river. El Aasi is known for its waterfalls higher than 7 meters. **Dardara waterfalls**, they are 5 km away from Jisr el Aasi; the waterfalls were called so because of the Dardar (Elm) trees that sprout there. At their base, there are several outdoor restaurants where **diners** can enjoy the cool atmosphere of the rushing water.

ORONTES (EL AASI) RIVER

Orontes in ancient Greek means "Greatness" and "Mighty". As Orontes flows northward, the Arabs called it Aasi "rebel". However, the etymology of the Arabian name comes from Axios, the name that was given by the Macedonians since Alexandre the Great as it reminded them of their Axios. It is 489 km and runs 38 km in Lebanon and flows through Syria and Turkish territories, forming a number of magnificent waterfalls.

Sights in the Hermel region include canalizations of Zenoubia, the ruins of Nebuchadnezzar found at Hermel Mountains, the lush "Swissa" cedars forest and the historic "Brissa" monuments and Byzantine churches. To the north top of "Marjhine plain" lies **Samhat region**. It varies in heights and forests to look like a piece of paradise spread with perennial juniper trees known for their ability to resist hard natural factors. In its valley springs out fresh cold water springs which contribute to the proliferation of cherry, apple and walnut orchards. The spread of flowers and various plants on its plateau makes it a "resort" to beehives. There are about 5,500 beehives in the Hermel region. Each beehive produces about 2 to 5 kilograms of high quality honey. This area differs a lot from the usual touristic places; here you can rent a tent or a cottage to relax. In the Hermel arid lands spread some rocky stone **cottages**. Cottages are made of two rooms maximum with a yard. They are ceiled with plants known for insulating heat and cold. However, these cottages suffer from erosion as most of them have been abandoned. The restoration of some houses of **El Kwakh** village, 5 km away from Hermel, is the finest project for protecting the traditional houses in this region. They became bed and breakfast places where tourists can enjoy traditional food, horseback riding and hiking. **Hoard houses**. With the approach of winter, housewives usually start the preparation of food hoards. It includes many types of food like "Kishek", "bourghol", pickles and olives. People also store many kinds of jams as well. Peasants still cling, as an inherited custom, fruits like pomegranate in the ceiling of their houses for winter evenings and keep nuts, raisins, chickpeas, and almonds in special jars. **Pastures**. Most of the people in Hermel arid land depend on growing up cattle to earn their living. Sheep fleeces are especially popular for making ropes, rugs rafting and kanoe-kayak.

Bekaa dairy producers in Greece

In the framework of the LACTIMED project, an itinerant event on the exchange of experiences and Roadshows was held in Greece from 27 September to 2 October 2015.

The Chamber of Zahle and the Bekaa, local partner of the project, took part in this event through the participation of two dairy producers and representatives from the Ministry of Agriculture and the Lebanese Agricultural Research Institute (LARI) to enhance the traditional know-how of local producers of Greek dairy sector, by sharing good practices among the pilot territories stakeholders and the organization of B2B meetings.

The producers have prepared typical Lebanese cheeses from goat and cow milk at a Greek production unit in Kalambaka for the tasting events. Several workshops have been organized at Larissa Post Office Square: first Roadshow, B2B meetings, exchange of experiences among producers from Thessaly pilot territory, the production of cheese with Mediterranean cheese makers and the exchange of practices with PEDIS manufacturing.

Similar activities took place at the Theatre of Corfu, as well as Taste workshop in collaboration with the Club of chefs of Corfu who ranked the Lebanese cheeses among the best products tasted.

The last day was at the Klathmonos Square of Athens with a final workshop.

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Focus on Souk Akkar

Welcome to Souk Akkar… a wholesale market of Lebanese fruits and vegetables. This new approach to facilitate wholesale marketing & economic regional development in northern Lebanon is implemented by Emkan, a Lebanese NGO which aims to contribute to sustainable development and expanding access to markets for both farmers and traders in the second largest agricultural area in Lebanon.

Located in Akkar region, Souk Akkar welcomes you daily with its attractive and tasty fruits and vegetables. This platform opened to all northern farmers and traders has been established as a private commercial marketplace since January 2014. An initiative launched by Emkan with the support of the Hariri Group and BankMed.

EMKAN WORKS ON ECONOMIC DEVELOPMENT AND MICROFINANCE ACTIVITIES

In February 2008, Emkan for Microfinance and Sustainable Community Development has been established by the Hariri Group as a non-governmental organization. The board of directors initially established Emkan (NGO) with two components: economic development activities and microfinance activities. BankMed provided the financial backup to this NGO and has been undertaking the microfinance activities since July 2011. Under a newly founded financial institution, Emkan Finance, the NGO continued to focus on economic development, in particular agricultural support services.

This agricultural concern of Emkan resulted over the past five years into launching three new separate entities including Souk Akkar, where the focus is on postharvest services and marketing linkages. Moreover, Emkan utilizes these facilities as platforms for agriculture extension services and development programs to build farmers' capacities and enhance the production processes and yields.

WHAT ARE THE COMPETITIVE ADVANTAGES OFFERED BY SOUK AKKAR?

Situated in the heart of Akkar, in Qobbet Shamra, its location is strategic for several reasons: First it is only 200 meters far from an international major road that provides easy access to Tripoli, Beirut and the northern border with Syria. This market is also located very closely to the Qlayaat Airport, expected to be re-operated as an air cargo hub, and is also close to the Port of Tripoli.

Other assets of Souk Akkar? The huge space that welcomes you. In fact the site covers an area of 36,197 m² on a plot of 59,120 m2.

The remaining area of 22,923 m² is allocated to a newly established facility "Akkar Agricultural Center"(AAC) where the Kuwaiti Fund for Arab Economic Development funded the infrastructure construction.The premises encompass cold storage rooms, packaging facility, and other function areas that complement agricultural development.

WHAT ARE THE MAIN OBJECTIVES BEHIND THE CREATION OF A SOUK DEDICATED TO AKKAR?

A great concern of enhancing farmers and traders income in the north region has been one of the leitmotiv that led Emkan to establish this Souk. Other reasons led also to this Souk that is to induce demand-driven production, particularly increase the volume of Akkar production to be traded in this Souk, and helping Akkar farmers to acquire the appropriate agricultural practices by promoting grading and food safety regulations and practices. Ensure to buyers to get a good product, quality control procedures and good agricultural practices were also a must for the NGO. Through this Souk, Emkan also aimed at enabling higher value added products and reduce post-harvest losses. Moreover, Emkan's aim was to establish transparent and fair-trade practices around the market place, as well as appropriate marketing links to national and international markets in order to facilitate export of goods.

WHAT WILL YOU GET IN SOUK AKKAR?

A wholesale market of local fruits and vegetables, as well as sorting and packing facilities; a Weighbridge of (40 tons) is also available. You can eat in the cafeteria, get information from the management building. A police post and a guardhouse to ensure your protection, and all utilities services and parking areas are available to park your cars and mobs. The management has the responsibility to organize all the operational aspects needed for Souk Akkar to ensure a well-organized and cost effective sustainable wholesale market of fruits and vegetables.

Souk Akkar: In summary

Leasing wholesale shops

Souk Akkar entails 66 quality wholesale outlets spread as below:

- 63 wholesale shops are leased on a 3-year contract basis with the possibility of renewal.
- 2 adjacent shops are leased as a cafeteria/restaurant on a 3-year lease basis.
- 1 shop has been assigned for the marketing of honey and traditional processed products.

Operating Hours

- 24/7
- Major Holidays: Closed (one day only)

Security and Traffic Control

- The Ministry of Interior & Municipalities assigned a police post to control security issues.
- Souk Akkar staff controls traffic during working hours.

Services available

- Electricity and water supply are provided on a continuous basis.
- In addition to the electric sub-station from the public grid, standby generators are available as backup and their maintenance is outsourced.
- An alternative solar energy efficiency system is being installed to decrease fuel costs and reduce impact on the environment in cooperation with UNDP and the EU.
- Water supply is provided from a deep tube well with necessary filtering and treatment.

Cleaning and Hygiene Standards

- Janitors work in two teams (over 8-hour shifts) to carry out the necessary cleaning activities throughout Market facilities.
- A private company has been contracted to collect Souk Akkar waste on daily basis.

Parking

Specific parking areas are designated for Souk Akkar staff, tenants and their employees, farmers, buyers and visitors.

Produce Pricing Policy

The pricing policy follows both the commission sales method and the private negotiation method as conducted by wholesalers, traders and farmers.

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Exports to Iraq, a collateral damage of the Syrian conflict and the rise of ISIS

Bachir El-Khoury

The historically strong economic and commercial ties between Beirut and Bagdad are facing today a major challenge: the closure of the road that links the two capitals, and the growing instability in the region, mainly in Iraq and Syria.

Economic ties between Lebanon and Iraq are, no doubt, going through a difficult period, amid the current regional turmoil and the rise of the Islamic State (ISIS), which occupies large parts of Syrian and Iraqi territories. This has, in fact, affected the overall environment, which has become less conducive to investment, and blocked the road that links Beirut to Baghdad. A situation all the more worrying given the fact that Iraq is among the main trade partners of Lebanon; a leading importer of Lebanese products in the 1980s, the country has always been among the first clients throughout the following two decades. Beirut has always benefited from «privileged» ties with Baghdad, supported by mutual respect, the absence of hegemonic ambitions, and above all, on the Iraqi side, a need for economic partnership in the region.

«Syria and Iran have always been self-sufficient while Iraq, whose industries were first nationalized and then subject to an international embargo, has always had recourse to foreign products, among which Lebanese ones,» explains Chakib Chehab, the Vice President of Malia Holding, a group whose presence in Iraq dates back to 1968. The Iraqi need for foreign products also lies in the lack of diversification in the Iraqi economy, mainly based on the oil industry - which alone accounts for almost 90% of the country's exports. Yet, this has strengthened the Lebanese industry and exports, including power equipment (generators, pumps, etc.), especially during the «Oil-for-Food Program» (1995-2003).

TEN YEARS OF INVESTMENTS, NOT ONLY IN KURDISTAN

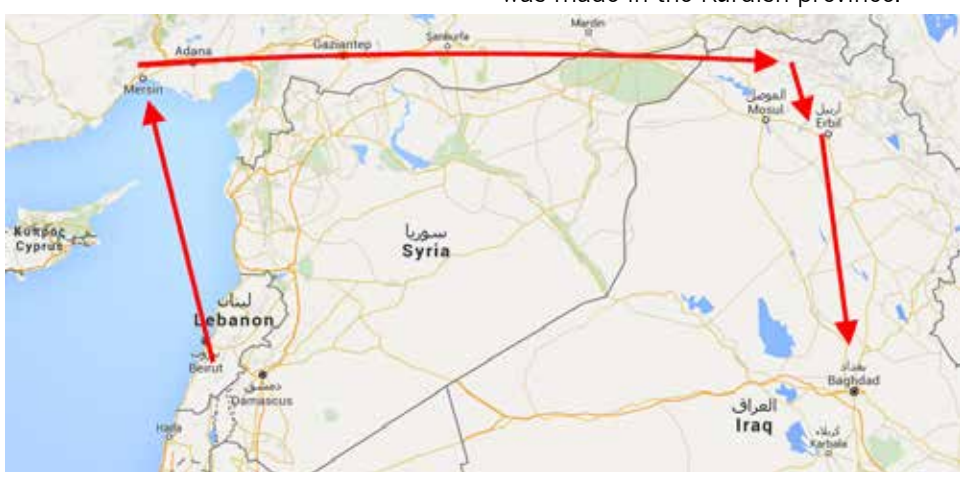
These ties continued to be strong between 2003 and 2013, despite the instability linked to political and security upheavals that followed the US invasion and the fall of Saddam Hussein. Lebanese investments have even grown during this period, particularly in «safe» zones.

«Until 2003, Kurdistan was more or less an isolated province and enjoyed only economic ties with Turkey,» says Chehab. Few years later, the area became an "eldorado" for foreign investors, and the Lebanese in particular as they were attracted by the high level of security, a developed infrastructure as well as legal and administrative facilities. «Lands were distributed at that time by local authorities to encourage strategic investments...Almost all foreign companies operating in Iraq now have their head offices in Kurdistan and the Lebanese benefit from a comfortable position, not to say a monopoly, in the region» adds Chehab, whose group, with an annual turnover of approximately US$ 300 million in the country, is present across several sectors, including real estate, hotels (by investing US$ 55 million in the construction of the "Erbil Rotana" hotel, opened in 2011) and the distribution of consumer products. «More than the amounts invested, it is the quality of the investments and their economic impact that counts (...) Be it banks, insurance companies, schools, training institutes, hospitals or hotels, the Lebanese have distinguished themselves through their expertise, the quality and the added value of the services provided».

However, Kurdistan did not monopolize all of these investments, explains Chehab. Major projects were also executed in Baghdad - where, for example, any bank wishing to establish itself in the country needs to open a branch –as well as in Basra (logistics, oil servicing and catering), Karbala and Najaf, the two holy Shia' cities in the country.

Thus, over the three billion dollars thought to be injected by Lebanese investors between 2003 and 2013, almost half have been channeled outside Kurdistan, says the vice president of Malia Holding, who is also a member of the board of directors of the Beirut Chamber of Commerce.

Illustrating this reality, only 25% of the total turnover of "Mared", the distribution subsidiary of Malia (distributing among other products, Haribo, Red Bull, Mentos, L'Oreal, etc.) was made in the Kurdish province.



TRADE EXCHANGE BETWEEN LEBANON AND IRAQ (million USD)					
	Exports	%	Imports	%	Trade Balance
2000	28.7	4.0%	1	0.0%	27.7
2001	68	7.7%	11.1	0.2%	56.9
2002	71.1	6.8%	6.6	0.1%	64.5
2003	121.8	8.0%	14.4	0.2%	107.4
2004	255.5	14.6%	11.7	0.1%	243.8
2005	178.4	9.5%	3.5	0.0%	174.9
2006	136.3	6.0%	1.4	0.0%	134.9
2007	147.6	5.2%	1.2	0.0%	146.4
2008	269	7.7%	14.3	0.1%	254.7
2009	270.8	7.8%	1.7	0.0%	269.1
2010	266.9	6.3%	3.2	0.0%	263.7
2011	197.5	4.6%	4.4	0.0%	193.1
2012	211.3	4.7%	5.8	0.0%	205.5
2013	272.3	6.9%	2.4	0.0%	269.9
2014	255.9	7.7%	3.7	0.0%	252.2
2015*	131.5	7.4%	2.2	0.0%	129.3

* First 7 months

Source: The Chamber of Beirut & Mount Lebanon, based on Lebanese Customs statistics

2014: THE BEGINNING OF THE NIGHTMARE

Yet, beyond this issue of geographical distribution of investments, the landscape that prevailed during the "golden" decade was turned upside down, after the beginning of the Syrian conflict and, more specifically, the rise of the Islamic State in Iraq then Syria starting 2014.

«If almost no Lebanese company is present in Mosul and Anbar (both provinces are under the control of ISIS, ed), the current situation affected the sales of many companies and increased delivery time and transportation costs from Lebanon to Iraq as well as inside Iraq,» explains Chafic Chehab.

Indeed, the closure of two border crossings, one between Syria and Iraq - Al-Waleed, which has fallen under the control of ISIS since late 2014, and that of Trabil between Jordan and Iraq, made it impossible to enter the Iraqi market by land, not counting the pitfalls of crossing the Syrian territory.

In this context, Lebanese merchants decided to ship their goods by sea to the port of Mersin in Turkey, then transported overland to Iraqi Kurdistan. «Today, it costs between 5,000 to 6,000 dollars to ship 20 tons of goods, against 2,500 to 3,000 dollars before,» says Chehab.

But the odyssey does not end there. When the goods are not intended to the Kurdistan market, other trucks recharge the containers and take new paths, not less perilous and costly, as the one linking Erbil to Bagdad. It now costs $ 2,500 for a truck with a capacity of 20 tons to take this road, against 800 dollars before.

«Another option to export to Iraq would be to cross the Suez Canal and to continue all the way to Shatt el-Arab, where the merchandise can be transported to Basra, in the south, and from there to the rest of the market. But it would cost even more", explains the vice President of Malia.

Another major challenge that Lebanese merchants are facing: the decline of the purchasing power of Iraqis, which resulted in the fall of overall consumption by 25-30% since the beginning of the year, and the progressive desertion of the country by tourists and businessmen. The «Erbil Rotana» held by «Hotel Line», a Malia subsidiary, now has an occupancy rate of 55%, against an average of 90% between 2011 and June 2014.

Illustrating these challenges, exports to Iraq have declined in value to US$ 415 million in 2014, against US$480 million in 2013 and reached only US$225 million during the first eight months of the current year, according to official statistics.

OTHER INACCESSIBLE MARKETS?

But Iraq is not the only hardly accessible Arab market, due to the current regional turmoil. Saudi Arabia and the Gulf countries, which consume the bulk of its agricultural production - over 90%, according to estimates, are also no longer reachable via the usual circuit. With the closure of the "Nassib" border crossing between Syria and Jordan, another major ground axis is now obstructed.

As a result, exports to Saudi Arabia have also declined year on year, totaling US$ 274 million over the first eight months of 2015, against US$427 million throughout 2014, while they have reached US$295 million by end of August for products sold to the United Arab Emirates (UAE), against US$480 million last year.

In the meantime, the current situation benefits Turkey and Iran, whose geographical proximity with Iraq adds a layer to the competitiveness of their products. A critical phase for Lebanese exporters who suffer, on another level, from the lack of involvement and support of the Lebanese authorities during this troubled period, regrets Chehab.

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Lebanese Foreign Trade Progress in the last 5 years

Lebanese exports reached about 3.31 billion USD in 2014, down from a five-year record of 4.48 billion USD in 2012. The considerable increase of exports in 2012 was due to the rise in the value of jewelry exports which reached 1.7 billion USD. If we exclude jewelry exports, it appears that the highest value of exports was recorded in 2013 with 3.17 billion USD. However, total exports increased by 22.1% in 2010 and dropped 15.8% in 2014.

Based on the list of major exports, the following items showed a decrease in value during the year 2014 compared to the maximum recorded value between 2010 and 2013:

1. **Jewelry exports:** Decreased from 1.7 billion USD in 2012 to 542 million USD in 2014.
2. **Machinery exports:** Decreased from 265 million USD in 2010 to 223 million USD in 2014.
3. **Electrical equipment exports:** Dropped from 276 million USD in 2010 to 222 million USD in 2014.
4. **Plastics and articles thereof exports**: Decreased from 137 million USD in 2013 to 131 million USD in 2014.
5. **Copper and articles thereof exports:** Dropped from 191 million USD in 2013 to 99 million USD in 2014.
6. **Iron and steel exports:** Dropped from 248 million USD in 2011 to 99 million USD in 2014.

On the other hand, the following items showed an increase in value during 2014:

1. **Fruits and vegetables preparations exports:** Increased from 97 million USD in 2012 to 128 million USD in 2014.
2. **Printed material exports:** Increased from 66 million USD in 2011 to 125 million USD in 2014.
3. **Cosmetics and perfumery exports:** Increased from 59 million USD in 2010 to 115 million USD in 2014.
4. **Beverages exports:** Rose from 61 million USD in 2010 to 102 million USD in 2014.

Major Lebanese Exports (Thousand USD)

HS Code		2010	2011	2012	2013	2014
71	Jewelry	1,108,674	1,492,250	1,724,498	769,722	541,658
84	Machinery and mechanical appliances	364,975	205,312	216,839	247,518	223,376
85	Machinery and electrical equipment	376,828	313,827	261,480	259,026	221,770
39	Plastics and articles thereof	110,735	122,725	136,095	136,693	130,593
20	Preparations of vegetables and fruits	96,965	118,472	108,449	115,956	127,738
49	Products of the printing industry	98,309	65,887	89,736	86,457	124,524
33	Oils preparations, perfumes and beauty	58,708	74,673	84,768	102,281	115,071
22	Beverages and spirits and vinegar	61,090	77,816	79,973	100,009	101,795
74	Copper and articles thereof	102,613	105,390	161,160	191,346	99,688
72	Iron and steel	188,425	247,529	149,071	162,383	99,152
	Other	1,673,688	1,441,577	1,471,061	1,764,566	1,527,490
	TOTAL	4,252,863	4,265,458	4,483,130	3,935,957	3,312,855
	Yearly variation (%)	22.1%	0.3%	5.1%	-12.2%	-15.8%
	TOTAL (without Jewelry)	3,144,189	2,773,208	2,758,632	3,166,235	2,771,197
	Yearly variation (%) (without Jewelry)	31.8%	-11.8%	-0.5%	14.8%	-12.5%

** By the Chamber of Beirut & Mount Lebanon, based on Lebanese Customs statistics*

Increase in value of exports
Decrease in value of exports

The China-Arab Business Mediation Center

by Me. Dala Ghandour
Consultant for the Lebanese Mediation Center

The bilateral trading growth and business development between Arab states and China has tremendously increased. The trade volume between the two sides has been over $ 240 billion and is expected to reach $ 600 billion in the next ten years. In 2014, China imported $ 140 billion in commodities from Arab countries, with Chinese investment reaching $ 2.2 billion.

With the rapid development of economic and trade relations, bilateral trade conflicts are also on the rise. In order to help bilateral companies circumvent and resolve trade conflicts, the China-Arab Business Mediation Center was launched with 800 attendees on the 9th September 2015 during the China-Arab States Expo 2015, in the Chinese city of Yinchan.

More than twenty-four Chinese and foreign leaders, 253 ministerial officials, 104 ambassadors, 70 countries and international organizations were invited in addition to 46 trade associations, 6200 SMEs and 37 million exhibitors and purchasing agents participated in this international event.

The cooperation agreement between the Lebanese Mediation Center (LMC) at the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture (CCIA-BML) and the Commercial Legal Service Center of China Council for the Promotion of International Trade (CCPIT)/China Chamber of International Commerce (CCOIC) aims to offer alternative dispute resolution for companies from Lebanon and China.

The CCPIT is the largest trade promotion civil organization in China, which has set up extensive and close cooperation with chambers of commerce from all over the world.

The Commercial Legal Service Center (CLSC) is the legal department of CCPIT, which is in charge of providing legal services including legal advice, mediation, enterprise credit investigation for Chinese and foreign enterprises in order to facilitate bilateral or multilateral trade and investment cooperation. It established its mediation and alternative dispute resolution service center since 1987, which has been the earliest and largest commercial mediation organization in China. Currently, there have been a dozen cooperation agreements signed between CLSC and its prominent counterparts internationally to provide joint mediation service to their clients.

The LMC is part of the Lebanese Arbitration and Mediation center (LAMC), which was recently accredited by the Association of the Mediterranean Chambers of Commerce and Industry (ASCAME) for its expertise and highly qualified services. The LMC mediators come from several fields and are all trained from the renowned British Centre for Effective Dispute Resolution (CEDR).

The Parties will carry out an exchange of experience concerning international commercial mediation and dispute resolution so as to develop mutually advantageous cross-cultural approaches for the resolution of trans-border conflicts, in addition to specific training programs for mediation in this field.

The CCPIT respectively signed a similar cooperation agreement with the Cairo Regional Centre for International Commercial Arbitration and the Amman Chamber of Commerce to create a multi-bilateral joint dispute resolution mechanism in the Arab World.

These international cooperation agreements confirm that mediation is now part of the map of international trade rules and regulations and emphasizes its importance as an established way of resolving disputes worldwide.

It is expected that through enhancement of cooperation on the legal service and commercial dispute resolution, there will be more development of business activities between China and the Arab States.

Additional information can be obtained by contacting the LMC by phone on 1314 extension 172 or via email on mediation@ccib.org.lb

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Trade between Lebanon and ASEAN Countries

ASEAN (Association of South-East Asian Nations) is an association which consists of ten countries: Indonesia, Malaysia, Philippines, Singapore, Thailand, Brunei, Viet Nam, Lao, Myanmar, and Cambodia. Total trade between Lebanon and ASEAN countries reached 633.6 million USD in 2014. The Lebanese trade with ASEAN countries has been in deficit since 1993, reaching a maximum deficit of 650.8 million USD in 2013. Imports from ASEAN countries accounted for 3% of total imports in 2014, while exports to these countries were very negligible.

In 2014, major imports from the ASEAN included electrical appliances and machinery (24%), Prepared foodstuffs; beverages, tobacco (16%), Vehicles (8%). On the other hand, main Lebanese exports to the ASEAN included jewelry (29%), paper and paperboard (20%), and Prepared foodstuffs; beverages, tobacco (14%).

By the Chamber of Beirut & Mount Lebanon, based on Lebanese Customs statistics.

Trade Exchange between Lebanon and ASEAN countries

Exports		2014 (Thousand $)	Imports	
(%)	Value	Sections	Value	(%)
0%	9	Live animals; animal products	17,015	3%
1%	123	Vegetable products	37,886	6%
1%	57	Animal or vegetable fats and oils	22,667	4%
14%	1,262	Prepared foodstuffs; beverages, tobbaco	102,212	16%
1%	80	Products of the chemical or allied industries	17,403	3%
1%	129	Plastics and articles thereof; rubber	43,843	7%
7%	687	Raw hides and skins, leather, furskins	2,525	0%
0%	8	Wood and articles of wood	37,917	6%
20%	1,859	Pulp of wood; paper and paperboard	21,309	3%
7%	616	Textiles and textile articles	44,245	7%
0%	7	Footwear, umbrellas, artificial flowers	23,022	4%
29%	2,715	Pearls, precious stones and metals	25,833	4%
10%	930	Base metals and articles of base metal	5,302	1%
4%	408	Machinery; electrical instruments	150,833	24%
0%	17	Vehicles, transport equipment	47,469	8%
2%	187	Miscellaneous manufactured articles	12,740	2%
2%	180	Other	12,093	2%
100%	**9,274**	**Total**	**624,314**	**100%**

Trade with ASEAN between 2009-2014

	Exports			Imports		
	Thousand $	Tons Net	(%)	Thousand $	Tons Net	(%)
2010	15,312	7,364	0%	524,367	154,577	3%
2011	12,897	10,984	0%	542,680	513,979	2%
2012	8,509	3,154	0%	602,329	298,011	2%
2013	7,878	2,824	0%	658,674	256,107	3%
2014	9,274	14,435	0%	624,314	246,326	3%

Trade Exchange between Lebanon & ASEAN countries in 2014

	Exports			Imports		
	Thousand $	Tons Net	(%)	Thousand $	Tons Net	(%)
Thailand	3,596	881	39%	258,064	120,992	41%
Malaysia	2,226	1,105	24%	100,016	43,553	16%
Indonesia	1,707	11,283	18%	98,467	48,490	16%
Singapore	875	35	9%	33,992	8,035	5%
Vietnam	450	630	5%	113,506	21,836	18%
Philippines	222	491	2%	9,710	3,048	2%
Brunei	131	7	1%	0	0	0%
Myanmar	67	3	1%	1,150	140	0%
Laos	0	0	0%	165	3	0%
Cambodia	0	0	0%	9,244	229	1%
Total	9,274	14,435	100%	624,314	246,326	100%

Lebanon in Figures *in billion US$ (unless otherwise specified)*

Ref.	Indicator	2013	Aug-14	2014	Aug-15
10	Growth	3.00%	-	2.00%	-
11	GDP (in constant Prices 2010)	40.80	-	41.60	-
12	GDP (in current prices)	47.20	-	47.80	-
20	CPI	1.10%	1.01%	-0.71%	-2.95%
21	M1	5.05	5.30	5.50	5.67
22	M2	45.59	47.46	48.67	51.06
23	M3	111.12	115.58	117.64	121.48
24	M4	117.25	122.44	124.55	128.65
26	Banks Assets	164.77	170.28	175.64	181.56
27	Banks Deposits - Private Sector	136.16	141.47	144.38	149.58
28	Banks Loans - Private Sector	41.49	44.16	45.35	46.80
30	Balance of Payment	-1.13	-0.43	-1.41	-1.65
31	Current Account *	-11.78	-4.94	-9.05	-
32	Balance of Trade	-17.29	-11.83	-17.18	-9.80
33	Imports	21.23	14.06	20.49	11.79
34	Exports	3.94	2.23	3.31	1.99
40	Unemployment Rate (Est.)	20.00%	-	20.00%	-
41	Employment Rate (Est.)	47.60%	-	47.60%	-
42	Population (Est.)	4.18 Mn	-	4.23 Mn	-
43	Population 15 - 64 y.(Est.)	2.85 Mn	-	2.88 Mn	-
		2013	**Jun-14**	**2014**	**Jun-15**
51	State Budget Deficit	-4.22	-1.57	-3.07	-1.79
52	Budget Revenues	9.42	5.24	10.88	5.00
53	Budget Expenditures	13.64	6.81	13.95	6.79
54	Public Debt	63.47	65.71	66.67	69.01
55	Debt Service	3.79	2.08	4.19	2.15
56	Total Primary Deficit / Surplus	-0.24	0.58	1.31	0.48

BDL (21,22,23,24,26,27,28,30,31,54), CAS (11,12,20,40,41,42,43), Customs (32,33,34), Ministry of Finance (51,52,53,55,56) ,World Bank (10)
** Current Account 2014: till Sep.*

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

CONFERENCES

Conference: SITRA's International Training Programs 2015
Industry: Textile / Human Resource
Location: Coimbatore - India
Date: October 01 – December 02, 2015
Phone: 00914224215330/337
Email: training@sitra.org.in
Website www.sitra.org.in

Conference: Commonwealth Business Forum-CBF 2015
Industry: Global
Location: Malta
Date: 24 – 26 November 2015
Phone: 0035699426238
0035699446124
Email: businessforum@chogm2015.mt
Website http://chogm2015.mt/fora/business

Conference: Using Financial Instruments in the Current Generation of Programmes 2014-2020
Industry: Assessment / Audit / Legislation
Location: Berlin - Germany
Date: 30 November – 01 December 2015
Phone: 004930802080246
Fax: 004930802080259
Email: Regina.luening@euroacad.eu
Website: www.euroacad.eu

Conference: State Aid Rules for National Funding and EU Funds
Industry: Governments & Ministries
Location: Berlin
Date: 07 - 08 December 2015
Phone: 004930802080246
Fax: 004930802080259
Email: regina.luening@eurocad.eu
Website: www.eurocad.eu

Conference: Banque du Liban Accelerate 2015
Industry: Investment
Location: Beirut - Lebanon
Venue: Forum de Beyrouth
Date: 10 – 11 December 2015
Email: conference@bdlaccelerate.com

Conference: Advanced Financial Accounting strategies, evaluation and analysis of the financial and administrative performance and the preparation of plans and budgets
Industry: Accounting
Location: Dubai - UAE
Date: 13-17 December 2015
Phone: 00962796663357
0096265563860
Email: petraforconferences@yahoo.com
info@petraconf.net

EXHIBITIONS

Exhibition: Baghdad International Exhibition
Industry: Commercial Services
Location: Baghdad - Iraq
Date: 01-10 November 2015
Phone: 009615452823

Exhibition: Jordan Build 2015
Industry: Construction and Engineering
Location: Amman - Jordan
Date: 09-12 November 2015
Phone: 00962777333411
0096265664867
Fax: 0096265664863
Email: globalexpo@orange.jo
Website: www.jordanbuild.net

Exhibition: The 15th International Exhibition of Household Appliances
Industry: Electrical & Home Appliances
Location: Tehran - Iran
Date: 27-30 November 2015
Email: ssajjad1391@gmail.com
Website: http:// en.iranfair.com

Exhibition: The Beirut International Arab Book Fair
Beirut Digital Space Exhibition
Industry: Culture & Technology
Location: Beirut - Lebanon
Venue: BIEL
Date: 27 November - 10 December 2015
Email: info@lecalebanon.org
Website: www.lecalebanon.org

Exhibition: Global Forum for Innovations in Agriculture
Industry: Agriculture
Location: Durban - South Africa
Date: 01-02 December 2015
Phone: 0097122348486
Email: d.stradling@turretme.com
Website: www.gfiaafrica.com

Exhibition: Erbil International Fair for Building, Industrial Machinery, Water & Electricity
Erbil International Exhibition for Real Estate and Investment
Industry: Construction, Real Estate & Investment
Location: Erbil - Iraq
Date: 01 - 04 December 2015
Phone: 009647716266965
009647503536262
Email: info@pyramidsfaireg.com
samir@pyramidsfaireg.com

Exhibition: Automechanika Shanghai 2015
Industry: Automotive
Location: Shanghai - China
Date: 02-05 December 2015
Phone: 00852 2802 7728
Fax: 00852 2598 8771
Website: www.messefrankfurt.com

Exhibition: LED Expo New Delhi 2015
Industry: Lighting
Location: New Delhi - India
Date: 03-05 December 2015
Phone: 00919717770404
Email: deepika.kaur@india.messefrankfurt.com
Website: www.messefrankfurt.com

Exhibition: HKTDC World SME Expo 2015
Industry: Global
Location: Hong Kong - China
Venue: Hong Kong Convention and Exhibition Center
Date: 03-05 December 2015
Phone: 0097143298915
Email: Karim.ali@hktdc.com
Website: www. hktdc.org

Exhibition: The International Paint, Resin, Coatings and Composites Fair - IPCC
Industry: Paint & Coating
Location: Tehran - Iran
Date: 06-09 December 2015
Email: ssajjad1391@gmail.com
Website: http:// en.iranfair.com

Exhibition: The 3rd International Exhibition of Meat Rod Industries, Cables and Wire, Tube & Related Machinery
Industry: Steel & Pipes
Location: Tehran - Iran
Date: 06-09 December 2015
Email: ssajjad1391@gmail.com
Website: http:// en.iranfair.com

Exhibition: The 9th International Bakery Industry Exhibition-IBEX 2015
Industry: Bakery
Location: Tehran - Iran
Date: 06-09 December 2015
Email: ssajjad1391@gmail.com
Website: http:// en.iranfair.com

Exhibition: The 5th International Exhibition of Pipe & Connections Machineries & Related Equipment
Industry: Steel & Pipes
Location: Tehran - Iran
Date: 06-09 December 2015
Email: ssajjad1391@gmail.com
Website: http:// en.iranfair.com

Exhibition: Christmas World 2015
Industry: Artisan & Handmade
Location: Mar Mkhayel - Lebanon
Venue: Mar Mkhayel Historic Bus Station
Date: 10-13 December 2015
Email: info@rightemail.net.net

Exhibition: The 16th Research Exhibition
Industry: Technology & Science
Location: Tehran - Iran
Date: 14-17 December 2015
Email: ssajjad1391@gmail.com
Website: http:// en.iranfair.com

Exhibition: The 21st International Exhibition of Electronic, Computer & E-Commerce
Industry: Computer & Electronics
Location: Tehran - Iran
Date: 14-17 December 2015
Email: ssajjad1391@gmail.com
Website: http:// en.iranfair.com

Exhibition: The 22nd Pack, Print & Related Machineries International Exhibition
Industry: Packaging & Printing
Location: Tehran - Iran
Date: 23-26 December 2015
Email: ssajjad1391@gmail.com
Website: http:// en.iranfair.com

Exhibition: The 5th International Exhibition of Office Furniture
Industry: Furniture
Location: Tehran - Iran
Date: 23-26 December 2015
Email: ssajjad1391@gmail.com
Website: http:// en.iranfair.com

BUSINESS OPPORTUNITIES

Company: CREDO Capital
Activity: Manufacturing of cosmetics and hygienic products
Location: Bulgaria
Phone/Fax: +359 32 620 516
Email: central_offi ce@credo-capital.com
Website: www.credo-capital.com

Company: VRETTOS BROS GP
Activity: production of syrup desserts
Location: Greece
Phone: 0030 23940 52940
00306906983488
Fax: 00 30 23940 52944
Website: www.vrettos.gr

Company: Payra Fashion Wearv Ltd.
Activity: Exporters of garments, shoes & ceramics
Location: Dhaka - Bangladesh
Phone: 008801742721446
008801829321856
Email: hossaincbd@gmail.com
hossaint2003@yahoo.com

Company: Hexi Pharma Co.
Activity: Manufacturer of antiseptics and disinfectants
Location: Romania
Phone: 0040213230032
Email: sales@hexipharma
Website: www.hexi.ro

Company: P.T. Orson Indonesia
Activity: Manufacturers of soap
Location: Indonesia
Phone: 00622144853839
Email: esam@orsonindonesia.com
Website: www.orsonindonesia.com

Company: Changchai Co.Ltd.
Activity: Manufacturers of engines for agricultural machineries
Location: China
Phone: 0086051968683396
Fax: 0086051986609936
Email: Zj1982@changchai.com
Website: www.changchai.com.cn

Company: Shandong Shifeng Group Co., Ltd.
Activity: Suppliers of trucks, tractors, electric cars and tires
Location: China
Phone: 008606353959771
Fax: 008606353957829
Email: yuanshili@163.com
Website: www.shifeng.com.cn

Company: JR International (Pvt)Ltd.
Activity: Manufacturer of paper and Board
Location: Colombo – Sri Lanka
Phone: 0094112341775/6/7/9
Fax: 0094112341778
Email: rexcy@jripl.com
Website: www.jripl.com

Company: Straight Line International (Pvt)Ltd.
Activity: Shipping and logistics providers for exporters
Location: Colombo – Sri Lanka
Phone: 0094115338516 / 5749466
Fax: 0094115338589
Email: ramesh@straightline.lk

Company: Aklan International (Pvt) Ltd.
Activity: Local representation of international manufacturers & companies in government & non-government tenders
Location: Pitakotte – Sri Lanka
Phone: 0094714698539
Fax: 0094444202000
0094112199200
Email: ravi@emp.lk
Website: www.aklan.lk

Company: MAC Holdings (Pvt) Ltd.
Activity: Hospitality & Leisure/Renewable Energy/Fisheries & Aquaculture/ Shipping/Strategic Investments/ Aviation/Freight & Logistics/ General Trading
Location: Colombo - Sri Lanka
Phone: 0941123090200
Fax: 0094112302590
Email: andre@macisc.com
Website: www.macholdings.com

Directeur responsable: Rabih Sabra, **Conseiller économique:** Roger Khayat
Rédacteurs: Bachir El Khoury, Marilyne Jallad, **Coordinateurs:** Irene Habib Ballouz, Roula Itani Younes, **Maquette:** Integrated Communications, Rita Nehmé
INTEGRATED COMMUNICATIONS

Immeuble CCIA-BML,
Rue 1 Justinien, Sanayeh
PO Box 11 1801 Beyrouth, Liban
econews@ccib.org.lb
Hotline: 1314 ext: 14
T: 961 1 353 390 ext: 14

*ECO*NEWS est disponible sur: **www.ccib.org.lb**

SANAYEH HEADQUARTER
T: 01-353190 | information@ccib.org.lb

SIN EL FIL BRANCH
T: 01-498062 | sinelfil@ccib.org.lb

JOUNIEH BRANCH
T: 09-838700 | Jounieh@ccib.org.lb

BAAKLINE BRANCH
T: 05-303038 | baakline@ccib.org.lb